

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Rapport annuel de la CNUCED 2009



Nations Unies

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies chargé du commerce et du développement et des questions associées concernant le financement, la technologie, l'investissement et le développement durable. Notre objectif est d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, et les pays en transition, à s'intégrer avec profit dans l'économie mondiale. Nous nous attachons aussi à aider la communauté internationale à promouvoir un partenariat mondial pour le développement, à définir avec plus de cohérence les politiques économiques au niveau mondial et à faire en sorte que le commerce ait des retombées bénéfiques pour tous en termes de développement.

Nous effectuons des travaux de recherche et d'analyse à la fois sur des problèmes de développement récurrents et sur des questions nouvelles, en essayant d'anticiper. Nous favorisons la formation de consensus sur des mesures propres à promouvoir des politiques et des stratégies nationales et internationales propices au développement. Et nous contribuons à la mise en œuvre par les pays de leurs stratégies de développement, en les aidant à relever les défis de la mondialisation et à mettre à profit les perspectives qu'offre celle-ci.



Nations Unies

La CNUCED en quelques chiffres

3	Trois grands domaines d'action: <ul style="list-style-type: none"> • Formation de consensus • Recherche et analyse • Coopération technique
5	Grands programmes de travail: <ul style="list-style-type: none"> • Mondialisation et stratégies de développement • Investissement et développement des entreprises • Commerce international des biens et services, et des produits de base • Technologie et logistique • Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux
45	Années passées à promouvoir l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et leur développement
193	États membres
221	Partenariats forgés avec des organisations de la société civile
230	Projets de coopération technique actuellement exécutés dans 81 pays
41 %	Des dépenses totales consacrées à des projets allant aux pays les moins avancés
30 millions de dollars	De contributions volontaires pour les activités opérationnelles, dont 10 millions de dollars versés par des pays en développement et des pays en transition (voir également l'annexe A pour des renseignements complémentaires)
65 millions de dollars	Constituant le budget ordinaire total pour 2009, financé sur le budget ordinaire de l'ONU
1^{er}	Organisme des Nations Unies à Genève à lancer une initiative pour des activités sans effet net sur les émissions de carbone

Pour en savoir plus sur la CNUCED: www.unctad.org.

Table des matières

	<i>Page</i>
La CNUCED en quelques chiffres	3
Avant-propos de M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED.....	5
La CNUCED	7
I. Apporter des réponses aux problèmes persistants et aux défis nouveaux	11
II. Contribution de l'investissement et du développement des entreprises au renforcement des capacités productives	15
III. Aider les pays à tirer profit du commerce	22
IV. Moderniser l'économie	30
V. Contribuer à l'éradication de l'extrême pauvreté.....	37
Annexes	43

Avant-propos de M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED

L'année 2009 touchant à sa fin, on a presque pu entendre un soupir collectif de soulagement: l'année de la «Grande récession» serait bientôt derrière nous. Si l'économie mondiale s'était contractée pour la première fois depuis 1945, l'effondrement financier avait été évité, et les marchés de valeurs s'étaient redressés de façon spectaculaire. Dans beaucoup de pays industrialisés, la croissance renouait avec des chiffres positifs, et le commerce se reprenait.

Il est encore trop tôt pour dire si ces impressions n'ont pas été qu'un leurre. La reprise naissante est faible et inégale selon les régions. De plus, nombre de pays donateurs, face à des déficits massifs, provoqués en partie par la crise, ont revu leurs priorités budgétaires. Étant donné le contexte, l'aide publique au développement (APD) peut être une cible facile pour des coupes éventuelles. Pour les pays en développement, cela ne ferait qu'aggraver les effets de la crise et limiter fortement leur capacité d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015.

Ces objectifs, qui ciblent les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète, ont mis en avant la nécessité d'augmenter l'aide au développement. Or, une bonne partie des promesses d'accroissement de l'aide faites à différentes réunions de donateurs, dont la réunion de Gleneagles du G-8 en 2005, est restée lettre morte. La CNUCED estime aujourd'hui que la plupart des objectifs du Millénaire ne seront pas atteints d'ici à 2015 faute d'adopter une stratégie de développement économique plus solidaire.

Un aspect crucial de l'APD est que cette aide doit cibler les secteurs productifs des pays bénéficiaires, en plus des questions sociales, sanitaires et éducatives qui constituent l'axe principal des objectifs du Millénaire. Il est possible, en aidant davantage les pays à développer leurs capacités productives et à mobiliser dans cette perspective davantage de ressources intérieures, de favoriser les conditions d'une croissance propice à un développement durable et équitable.

Les mots «durable» et «équitable» ont ici leur importance, car l'expérience de certains pays à croissance rapide qui n'ont pas résolu le problème de la pauvreté montre que la croissance, bien que nécessaire, ne peut être une fin en soi. Qui plus est, les chocs économiques peuvent rapidement annuler les progrès de la croissance économique, comme on l'a vu lors des crises multiples – alimentaire, énergétique et financière – qui se sont produites. Les pays en développement ne doivent donc pas être assujettis à des conditions limitant leur capacité de poursuivre des stratégies de croissance favorables aux pauvres, quand ils devraient plutôt mettre l'accent sur la création rapide d'emplois plus rémunérateurs et sur des politiques redistributives – notamment en faveur des femmes – pour obtenir un effet durable sur la pauvreté.

Dans cette optique, les pays ont besoin de marges d'action pour adopter sélectivement des politiques aptes à promouvoir la diversification économique et le renforcement graduel de la compétitivité internationale. Cela passe notamment par l'adoption de mesures stratégiques et pragmatiques en matière de politique industrielle, commerciale et macroéconomique, comme l'ont fait tous les grands pays industrialisés au cours de leur développement économique.

En 2009, la CNUCED a continué de travailler sur beaucoup de ces sujets. Dans le cadre de ses travaux de recherche et d'analyse, elle a examiné plusieurs idées qui passaient auparavant pour non orthodoxes, mais qui sont largement acceptées depuis la crise

économique, comme l'imperfection des marchés et la nécessité d'une intervention publique et de marges d'action, notamment en matière de contrôle des capitaux. Au lendemain de la crise financière et économique, l'accent a été mis tout particulièrement en 2009 sur la nécessité de réformer la gouvernance économique mondiale et sur les difficultés particulières auxquelles doivent faire face les pays les moins avancés (PMA) et l'Afrique.

Au cours de l'année écoulée, nos programmes d'assistance technique ont continué d'apporter un appui essentiel au renforcement des capacités institutionnelles indispensables aux pays en développement. À l'exception de quelques programmes spécialisés concernant la gestion de la dette et la facilitation du commerce, la CNUCED ne dispose d'aucune présence sur le terrain. Notre petite organisation travaille directement depuis son siège de Genève. Elle forge et met à profit des partenariats avec d'autres organisations internationales et avec ses partenaires des gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé partout dans le monde.

Dans le domaine de la formation de consensus au niveau intergouvernemental, la CNUCED s'emploie, en coopération avec ses États membres, à Genève et à New York, à défendre l'idée d'une économie mondiale équitable et plus efficace, propice au développement. Elle soutient aussi l'idée d'un développement durable et équitable dans d'autres contextes, notamment par des initiatives et des processus sur la gouvernance mondiale, les PMA, les changements climatiques et la coopération Sud-Sud, pour ne citer que quelques exemples. En mai dernier, la CNUCED a aussi lancé avec succès son premier colloque public avec les organisations de la société civile, où il a été question de nombreux aspects des crises alimentaire et économique et des perspectives des pays en développement.

La communauté internationale a déployé une intense activité en 2010 pour tenter de consolider la reprise économique et définir un cap de croissance qui soit viable et fasse reculer la pauvreté. Plusieurs grands processus sont déjà engagés, notamment les réunions de coordination du G-20, l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire et la préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. La CNUCED a montré en 2009 qu'elle pouvait apporter une contribution utile à tous ces processus et ouvrir la voie en matière d'idées économiques et de formes d'aide nouvelles.

«Ce sont autant de signes d'un monde interdépendant qui ne parvient pas encore à appréhender la vraie nature de la mondialisation – ses problèmes, ses chances et ses menaces. La CNUCED joue un rôle remarquable en aidant à y voir plus clair dans ces questions, en dispensant des conseils techniques et de bon sens aux décideurs du monde entier et en parlant au nom de ceux dont la voix n'est souvent pas assez entendue dans les débats de politique internationale.»

M. Jeffrey D. Sachs
Directeur de The Earth Institute,
Professeur de développement durable (chaire Quetelet) et professeur de politique et de gestion de la santé à l'Université Columbia, États-Unis d'Amérique,
Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon,
Intervention à la quatorzième Conférence Raúl Prebisch, organisée à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de la CNUCED, le 15 septembre 2009 à Genève (Suisse).

La CNUCED

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été créée en 1964 en tant qu'organe de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'un vaste mandat dans le domaine du développement offrant aux pays en développement un cadre institutionnel où seraient traités leurs problèmes dans ce domaine et qui les aiderait à stimuler leur croissance économique grâce au commerce et aux aspects associés du financement, de l'investissement, de la technologie et du développement durable.

Depuis sa création, la CNUCED s'est distinguée en proposant des politiques audacieuses axées sur le développement et plus particulièrement sur les besoins de développement des pays les plus pauvres. Au cours de la récente crise financière, le caractère «novateur» de bon nombre de ses idées et de ses préoccupations a été reconnu par les décideurs, qui cherchaient à empêcher que la crise ne fasse plus de dégâts et à formuler des politiques orientées vers un développement durable.

Le principal objectif de la CNUCED est d'aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA) et les pays en transition, à s'intégrer dans l'économie mondiale d'une manière compatible avec leurs objectifs de développement propres. La CNUCED s'emploie aussi à aider la communauté internationale à appliquer ses priorités mondiales pour le développement, notamment les objectifs internationaux de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous aidons les pays en développement à atteindre leurs objectifs de développement – y compris l'élimination de la pauvreté – pour qu'ils puissent améliorer les conditions de vie de leurs citoyens et faire face aux enjeux et aux perspectives de la mondialisation.

Les trois piliers de notre action

Pour atteindre ces objectifs, la CNUCED, conformément à son mandat: a) mène des travaux de recherche et d'analyse sur des problèmes de développement, tant anciens que nouveaux; b) cherche à établir un consensus sur des initiatives visant à promouvoir des politiques et des stratégies nationales et internationales favorables au développement; c) propose une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition pour les aider à mettre en œuvre des stratégies de développement visant à leur intégration dans l'économie mondiale et à l'obtention de niveaux soutenus de croissance et de développement.

Collaboration avec nos membres

Les représentants des 193 États membres de la CNUCED participent aux réunions annuelles de son organe directeur, le Conseil du commerce et du développement, qui examine les questions nouvelles et dirige les travaux de l'organisation. Le Conseil est assisté de deux commissions: la Commission du commerce et du développement et la Commission de l'investissement, des entreprises et du développement. Ces commissions organisent par ailleurs des réunions d'experts chargés d'examiner tout un ensemble de questions et de formuler des avis techniques sur ces questions.

Pour en savoir plus sur le Conseil du commerce et du développement: <http://www.unctad.org/tdb>.

[PHOTO]

Podium et représentants à la cinquante-sixième session du Conseil du commerce et du développement, 14-25 septembre 2009, Genève (Suisse).

En sa qualité d'institution s'occupant de développement, la CNUCED collabore étroitement avec le Groupe des 77 et la Chine. Créé également en 1964, le Groupe des 77 travaille avec la CNUCED à la promotion, en matière économique, d'initiatives internationales en faveur du développement et d'un ordre économique international équitable. Bien que le nombre de pays membres du Groupe soit passé depuis à 130 pays, son nom original a été maintenu du fait de son caractère historique.

Lors des réunions intergouvernementales de la CNUCED, des représentants de pays du Groupe des 77, de pays développés et de pays en transition mènent un dialogue constructif pour trouver des solutions aux grands problèmes de commerce et de développement.

Collaboration avec d'autres partenaires

Dans le cadre de ses initiatives pour améliorer la coopération avec la société civile, la CNUCED a organisé son premier Colloque public les 18 et 19 mai 2009 à Genève (Suisse), en collaboration avec le Service de liaison avec les organisations non gouvernementales et des partenaires de la société civile, afin de consolider l'audience et le dialogue de l'organisation et de renforcer la communication entre acteurs non étatiques et responsables publics. Ayant pour thème la crise économique, le Colloque a attiré de nombreux participants venus d'horizons divers. La CNUCED a constamment souligné la nécessité, face à la crise mondiale actuelle, d'une réponse mondiale qui tienne compte du rôle de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile. Le Colloque est allé dans ce sens, en permettant à la CNUCED et à ses États membres d'entendre le point de vue de la société civile.

[PHOTO]

Intervenants et fonctionnaires de la CNUCED lors du Colloque public organisé les 18 et 19 mai 2009 à Genève.

Pour en savoir plus sur le Colloque public 2009: <http://www.unctad.info/en/Public-Symposium-Website>.

En 2009, le Groupe interinstitutions sur le commerce et les capacités productives du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination est allé un peu plus loin dans la mise en œuvre de l'initiative d'aide au commerce, en offrant des activités concrètes d'assistance et de renforcement des capacités, en vue de garantir la cohérence des politiques et l'intégration du commerce dans les plans d'aide nationaux de l'ONU. La conception et la mise en œuvre des programmes communs du Groupe interinstitutions au cours de l'année 2009, tant dans le cadre de l'initiative pilote «Une ONU» que de la stratégie «Unis dans l'action», ont fait ressortir les complémentarités entre les divers mandats des organismes participants. L'aide a été concentrée sur le développement des capacités productives et a été intégrée de façon coordonnée, assortie de conseils pratiques sur toutes les questions liées au commerce. L'approche suivie par le Groupe et son expérience de la programmation et de la réalisation d'activités en commun ont permis une plus grande efficacité et aidé à atteindre les objectifs du processus sur le renforcement de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies.

Contribution aux objectifs internationaux de développement

La CNUCED contribue par ses activités à la mise en œuvre des décisions adoptées lors des grandes conférences mondiales. En tant qu'organisme des Nations Unies chargé de coordonner le traitement intégré du commerce et du développement, elle concourt par exemple à la réalisation des OMD dans un certain nombre de domaines comme la promotion de l'égalité entre les sexes. À cet égard, elle s'est employée à faire reconnaître les questions de parité dans le domaine de la politique commerciale et à améliorer l'adaptation de cette politique aux besoins spécifiques des femmes. En particulier, elle a organisé en 2009 une réunion d'experts sur l'«Intégration des questions de parité dans la politique commerciale», qui a traité des incidences des politiques commerciales sur les femmes et du rôle utile que pouvaient jouer les décideurs en formulant des politiques commerciales favorisant davantage la parité. De plus, entre autres initiatives, une assistance technique visant à améliorer la compréhension des liens entre commerce, parité et développement a été lancée récemment. Les travaux de recherche de la CNUCED dans ce domaine ont aussi nourri plusieurs rapports de l'ONU sur les questions de parité, notamment le rapport du Secrétaire général pour la réunion de haut niveau de la session de fond de 2010 du Conseil économique et social.

Ayant à l'esprit que la promotion de l'entrepreneuriat est essentielle pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, la CNUCED a accueilli en 2009 la deuxième Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, initiative internationale lancée en 2008 pour aider les jeunes à acquérir la confiance et les compétences nécessaires pour créer des entreprises viables et leur en donner l'ambition. La Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2009 a bénéficié du soutien officiel de nombreux grands dirigeants mondiaux, parmi lesquels le Prince Charles (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), la Secrétaire d'État Hillary Clinton (Département d'État des États-Unis), le Président Nicolas Sarkozy (France), le Président Luiz Ignacio Lula da Silva (Brésil), le Roi Mohammed VI (Maroc), le Premier Ministre Yukio Hatoyama (Japon), le Prince Abdelaziz Ben Abdullah (Arabie saoudite) et le Premier Ministre Gordon Brown (Royaume-Uni).

«Chacun sait que l'entrepreneuriat est la clef de la reprise économique, et cette clef est entre les mains de la prochaine génération d'innovateurs. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons libérer la créativité et l'esprit d'initiative de notre jeunesse en lui donnant accès aux possibilités infinies de l'entrepreneuriat.»

Intervention de Carl Shramm, Président et Directeur général de la Fondation Kauffman, à l'occasion du lancement de l'initiative de cette année (août 2009).

[PHOTO]

Débat d'experts à l'occasion de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, 16-20 novembre 2009, Londres (Royaume-Uni).

Pour en savoir plus sur la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat: <http://unleashingideas.org>.

Quarante-cinquième anniversaire de la CNUCED

L'année 2009 a marqué le quarante-cinquième anniversaire de la CNUCED, créée en 1964. Depuis la première session de la Conférence jusqu'à la douzième session tenue en 2008 à Accra, au Ghana, la CNUCED a toujours axé son travail sur les problèmes liés à un développement économique inégal et sur l'intégration des pays en développement dans le système économique mondial. À la cinquante-sixième session du Conseil du commerce et

du développement, les États membres ont pris note des contributions apportées par la CNUCED année après année et réaffirmé leur attachement commun à l'objectif de l'institution: aider les pays en développement à relever les défis multiples du développement.

Depuis 1982, un certain nombre d'éminents penseurs, spécialistes du commerce et du développement, ont donné des conférences à la CNUCED sur des sujets d'actualité. Ce cycle de conférences porte le nom de Raúl Prebisch, premier Secrétaire général de la CNUCED, en hommage à sa contribution dans ce domaine. À l'occasion du quarante-cinquième anniversaire de la CNUCED, la quatorzième Conférence Raúl Prebisch, sur le thème «Globalization in the era of environmental crisis» («Mondialisation et crise de l'environnement»), a été donnée par le professeur Jeffrey D. Sachs, Directeur de The Earth Institute à l'Université Columbia (États-Unis). Considérant que le monde était engagé «sur une trajectoire qui n'est absolument pas tenable et qui est profondément dangereuse», il a exhorté les gouvernements à collaborer pour empêcher que les effets des changements climatiques ne dégénèrent en catastrophe pour l'humanité. Outre le fait que «les pays riches, de toute évidence, peuvent et doivent financer une grande partie des mesures nécessaires», il a souligné que les progrès considérables qu'il faudrait faire, concernant en particulier l'utilisation de l'énergie, ne pourraient pas advenir si l'on s'en remettait seulement au marché.

[PHOTO]

M. Jeffrey D. Sachs, Directeur de The Earth Institute à l'Université Columbia, et M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED.

Apporter des réponses aux problèmes persistants et aux défis nouveaux

[PHOTO]

M. Heiner Flassbeck

Message du Directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement:

La crise économique mondiale a occupé une place de premier plan dans les travaux de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED en 2009. Ayant publié très tôt, dès septembre 2007, une évaluation de l'ampleur possible de la crise, nous avons été en mesure de porter un regard neuf sur les événements au plus fort de la crise en 2008-2009. Le rapport du secrétariat de mars 2009 intitulé *Global Economic Crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies* et le traitement plus analytique de ces questions dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2009* ont situé la CNUCED aux avant-postes d'une campagne mondiale pour une réforme en profondeur de la gouvernance économique et financière mondiale au lendemain de la crise. Le changement spectaculaire de dogme survenu en relativement peu de temps, comme on a vu se multiplier les auto-analyses critiques d'économistes, d'éditorialistes et d'institutions financières internationales, constitue un nouveau défi intellectuel et pragmatique que la CNUCED devra relever dans la période à venir pour conserver son «temps d'avance».

En 2009, la CNUCED a continué de jouer un rôle phare dans le débat sur les problèmes de viabilité de la dette posés par la crise aux pays en développement. Elle a été la première à proposer un moratoire sur la dette des pays à faible revenu afin de donner à ces pays un répit pour faire face à la crise. La CNUCED a averti des menaces que la crise risquait de faire peser sur les courants d'aide publique au développement. Elle a aussi participé aux activités de négociation et de suivi des questions relatives à la dette en 2009, à la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et ses incidences sur le développement. Dans le domaine de l'assistance technique, le Programme du système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) a contribué à renforcer les capacités de gestion de la dette des pays en développement en proposant de nouveaux produits et services. La CNUCED a aussi récemment engagé des travaux sur l'élaboration de principes directeurs internationaux pour la promotion de prêts et d'emprunts souverains responsables.

Dans d'autres domaines d'activité, la crise mondiale a conduit la CNUCED à redoubler d'efforts pour proposer des statistiques plus dynamiques, réactives et actualisées. Il a ainsi été décidé d'ouvrir au public la base de données GlobStat, répertoire constamment mis à jour de séries chronologiques et d'indicateurs statistiques.

Dans un autre contexte où sévit également une crise économique prolongée, la CNUCED a continué d'aider le peuple palestinien au moyen de services d'analyse de qualité et d'activités de coopération technique portant sur divers domaines essentiels au développement futur de l'économie palestinienne.

**Rapport sur le commerce et le développement, 2009: Faire face à la crise mondiale
– Atténuation des changements climatiques et développement**

Dans son *Rapport sur le commerce et le développement, 2009: Faire face à la crise mondiale – Atténuation des changements climatiques et développement*, la CNUCED propose une analyse approfondie des incidences de la crise financière sur les perspectives mondiales pour l'économie et le développement, formule des recommandations ambitieuses de réforme du système monétaire et financier international, et entreprend une évaluation complète des effets des mesures d'atténuation des changements climatiques sur les stratégies de développement.

Partant du constat que l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis n'a été qu'un symptôme d'une crise beaucoup plus profonde du système financier, le *Rapport sur le commerce et le développement, 2009* décrit la prise de risques excessifs sur les marchés financiers, les marchés de produits de base et les marchés de devises rendue possible par un excès de déréglementation comme la principale cause de la très forte récession de l'économie mondiale en 2009. Tirant les enseignements de la crise financière, la CNUCED recommande un certain nombre de réformes afin de réduire la probabilité de ce type d'événement à l'avenir, notamment une révision de la relation entre l'État et les forces du marché, un renforcement de la réglementation et de la supervision financières, et une réforme radicale du système financier et monétaire international afin de réduire les flux de capitaux spéculatifs, y compris en particulier la mise en place d'accords multilatéraux efficaces pour la gestion des taux de change.

Outre cette analyse des origines de la crise financière, le *Rapport 2009* examine les mesures budgétaires, monétaires et financières à court terme et les mesures de sauvetage financier que les gouvernements du monde entier ont adoptées pour traiter les symptômes immédiats de la crise financière en 2008 et au début de 2009. Analysant l'efficacité de ces interventions, le rapport conclut que des politiques anticycliques et de vastes plans de relance budgétaire coordonnés au niveau international sont indispensables pour contrer les effets de la crise financière mondiale, relancer la demande mondiale et enrayer la montée du chômage.

La livraison 2009 du *Rapport sur le commerce et le développement* examine aussi la nécessité de concevoir des stratégies nationales et internationales permettant de combiner la croissance économique dans les pays en développement avec des changements structurels conduisant à une économie à faible émission de carbone. Étant donné que l'absence d'atténuation des changements climatiques aura, d'après les projections, des conséquences très graves pour le développement humain et économique et la réduction de la pauvreté, le rapport examine les liens entre des stratégies renforcées d'atténuation des changements climatiques et un rythme rapide de croissance et de développement économiques dans les pays en développement. Soulignant que ce domaine d'action peut apporter de nouveaux avantages comparatifs à ces pays, le *Rapport 2009* souligne qu'ils doivent en profiter pour accélérer leur transformation structurelle vers une économie à moindre intensité de carbone et accroître leur participation à des marchés de biens et services environnementaux en pleine expansion.

Pour en savoir plus sur le *Rapport sur le commerce et le développement, 2009*: <http://www.unctad.org/tdr>.

Pour une solution durable du problème de la dette des pays en développement

La crise économique mondiale actuelle devrait conduire les pays en développement à augmenter leurs emprunts publics pour tenter d'atténuer l'impact négatif des fluctuations des termes de l'échange, de la contraction de la demande mondiale et de la volatilité des taux de change, entre autres facteurs. Dans ce contexte, la nécessité d'emprunter et de prêter de manière responsable prend un relief particulier: c'est un aspect fondamental d'une gestion rationnelle de la dette, auquel sont de plus en plus attentifs depuis quelques années prêteurs et emprunteurs. Ainsi, le Gouvernement norvégien a annulé 80 millions de dollars de dettes dues par cinq pays en développement, et le Gouvernement équatorien a réalisé un audit complet de sa dette publique. Si les créanciers commencent tout juste à admettre qu'ils partagent avec les débiteurs la responsabilité de l'échec d'un emprunt, il n'existe pas encore de consensus sur la suite à donner à cette coresponsabilité.

Forte du savoir-faire acquis en plus de trente années d'expérience dans le domaine de la négociation et du rééchelonnement de la dette, la CNUCED a aidé neuf pays débiteurs à négocier au Club de Paris le rééchelonnement de leur dette pendant l'exercice biennal 2008-2009. En outre, plus de 340 responsables venus de plus de 100 pays ont mis à profit la septième Conférence internationale sur la gestion de la dette, organisée par la CNUCED à Genève du 9 au 11 novembre 2009, pour examiner les tendances récentes en matière de gestion de la dette et échanger leurs expériences dans ce domaine.

En 2009, la CNUCED a continué d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités de gestion de la dette dans le cadre du Programme SYGADE. Créé en 1981, ce programme a fourni jusqu'à présent une assistance technique aux administrations chargées de la gestion de la dette de 66 pays, pour la plupart des pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur (102 institutions). Les portefeuilles de la dette des pays qui reçoivent actuellement cette assistance représentent un encours de plus de 500 milliards de dollars de dette publique ou de dette à long terme garantie par l'État, soit environ 40 % du total de la dette à long terme de l'ensemble des pays en développement.

En 2009, le Programme SYGADE de la CNUCED a organisé ou participé activement à 98 activités dont des stages de renforcement des capacités, y compris en formation continue, des ateliers nationaux et régionaux, des séminaires interrégionaux et des voyages d'étude de fonctionnaires nationaux dans d'autres pays clients du Programme, outre diverses missions d'évaluation des besoins et d'évaluation de projets. Ces activités ont bénéficié à plus de 500 spécialistes de la dette.

[PHOTO]

Lancement du SYGADE 6: premier atelier de formation des utilisateurs. Ministère de l'économie et des finances, Panama (Panama), 23 novembre-5 décembre 2009.

Pour en savoir plus sur le Programme du système de gestion et d'analyse de la dette: <http://www.unctad.org/dmfas>.

Soutenir le développement économique au moyen des statistiques

Dans le cadre de son programme de statistique, la CNUCED recueille et diffuse des données afin d'aider les pays en développement, non seulement à diagnostiquer et évaluer l'état de leur économie, mais aussi à tirer parti des avantages de la mondialisation. Dans cette optique, elle collecte des données directement auprès des pays sur – par exemple – les mesures tarifaires et l'investissement étranger direct (IED) et calcule des indices de prix des

produits de base qui illustrent la structure des exportations des pays en développement. Ce travail englobe également l'analyse numérique d'indicateurs comme les termes de l'échange et l'indice de concentration des exportations de marchandises, qui sert pour déterminer les pays qui se classent dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

Les données statistiques collectées et analysées par la CNUCED sont diffusées et publiées sur divers supports, dont les bases de données statistiques disponibles sur le portail de statistique du site Web de la CNUCED, le *Manuel de statistiques* qui paraît chaque année, un ouvrage statistique compact de référence intitulé *Development and Globalization: Facts and Figures*, ainsi que les annexes statistiques des publications phares de la CNUCED.

Pour en savoir plus sur le programme de statistique de la CNUCED: <http://www.unctad.org/statistics>.

Assistance au peuple palestinien

La CNUCED soutient les efforts palestiniens de développement économique et de consolidation des institutions depuis 1985. En 2009, elle a continué d'aider les secteurs public et privé palestiniens à élaborer des projets de textes législatifs et réglementaires, des documents d'orientation, des documents relatifs à des projets de coopération technique et des plans d'activité.

Dans le contexte de son programme de formation aux négociations commerciales et à la diplomatie commerciale, la CNUCED a été la première organisation internationale à aider l'Autorité palestinienne à rendre ses politiques nationales compatibles avec le système de règles commerciales multilatérales administré par l'OMC. Les services consultatifs et spécialisés fournis au Ministère palestinien de l'économie nationale ont contribué à la participation de l'Autorité palestinienne à la septième session de la Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 30 novembre au 2 décembre 2009.

Pour renforcer la capacité institutionnelle du service national palestinien des douanes et les institutions nécessaires à la souveraineté palestinienne, la CNUCED a lancé la troisième phase de son projet SYDONIA (Système douanier automatisé) de modernisation des douanes palestiniennes. Une fois le nouveau système SYDONIA WORLD adapté aux spécificités de l'environnement public palestinien en juin 2009, les douanes palestiniennes sont devenues l'une des 10 premières autorités douanières à utiliser la dernière version du système SYDONIA, désignée dans le territoire palestinien occupé par l'appellation TAWASOL («balance commerciale, solutions d'analyse en ligne»), d'après le mot arabe signifiant «connexion». L'adaptation du système SYDONIA WORLD, première initiative d'administration en ligne appliquée dans le territoire palestinien occupé, a été réalisée pour l'essentiel par une équipe de cadres palestiniens, avec l'appui de spécialistes de la CNUCED.

[PHOTO]

L'équipe palestinienne du projet SYDONIA travaillant avec des spécialistes de la CNUCED à la mise en place d'un nouveau système douanier pour la Palestine. Ramallah, territoire palestinien occupé, 2009.

Pour en savoir plus sur le programme d'assistance au peuple palestinien de la CNUCED: <http://www.unctad.org/palestine>.

Contribution de l'investissement et du développement des entreprises au renforcement des capacités productives

[PHOTO]

M. James Xiaoning Zhan

Message du Directeur de la Division de l'investissement et des entreprises:

La Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED aide les pays en développement à mettre en place un environnement réglementaire et institutionnel propice à la contribution de l'investissement au développement et à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2009, confrontée à une crise financière qui avait eu de fortes répercussions sur les flux d'IED et sur les facteurs déterminants de cet investissement ainsi que sur les réseaux internationaux de production, la Division de l'investissement et des entreprises n'a ménagé aucun effort pour que le thème de la contribution de l'investissement au développement occupe une place de choix dans les débats de politique internationale.

Deux nouveaux rapports trimestriels, le *Global Investment Trends Monitor* et l'*Investment Policy Monitor*, ont été présentés à la communauté économique et financière mondiale – y compris les participants au Sommet du G-20 à Pittsburgh – qui en a salué la publication. En outre, les participants au Sommet de 2009 de l'Aquila (G-8 et G-5) ont loué la contribution de la CNUCED aux discussions internationales sur la contribution au développement des politiques d'investissement et ont demandé à la CNUCED d'explorer les possibilités de coopération multilatérale dans le domaine de l'investissement. Le rapport intitulé *Asia-Pacific Economic Corporation (APEC) Investment Policy Review* (établi à la demande de la Réunion des hauts responsables de l'APEC de 2009) a été considéré comme une «excellente contribution», dont les principales conclusions seraient transmises au Sommet des hauts responsables de l'APEC en 2010.

À la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, la CNUCED, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole et la Banque mondiale, a contribué à l'élaboration de «Principes pour un investissement international responsable dans l'agriculture pour un développement durable», qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources. Elle en recommandera l'adoption en tant que principes directeurs internationaux à intégrer dans les stratégies nationales de développement, les législations nationales et les normes des entreprises.

Le *World Investment Report 2009* traitait principalement de la crise économique et de l'investissement dans l'agriculture. Le Conseil du commerce et du développement a jugé ce rapport «à la fois important et d'actualité, en particulier eu égard à la récente crise alimentaire, aux inquiétudes en matière de sécurité alimentaire et aux efforts internationaux déployés pour lutter contre la faim au titre des OMD».

En 2009, la CNUCED a aidé 110 pays, dont 50 pays africains et 34 pays les moins avancés (PMA), à concevoir et à appliquer les politiques et les changements institutionnels nécessaires pour stimuler leurs capacités productives et leur compétitivité. Les activités relatives aux politiques d'investissement et au renforcement des capacités, à travers des

programmes établis tels que les examens de la politique d'investissement, la promotion et la facilitation de l'investissement, les accords internationaux d'investissement et le programme Empretec, ont apporté une contribution notable au développement.

En 2010, la Division de l'investissement et des entreprises préparera la tenue du deuxième Forum mondial de l'investissement à Xiamen (Chine), en septembre. Ce sera une occasion sans précédent pour des dirigeants politiques nationaux, des chefs d'entreprises internationales et de grands investisseurs mondiaux de débattre des enjeux et des perspectives d'une mobilisation de l'investissement pour la promotion de la croissance économique et d'un développement durable dans la période d'après crise et dans un monde à faible intensité de carbone. Nous concentrerons – dans le *World Investment Report 2010* – nos travaux de recherche et d'analyse sur des questions relatives à l'investissement et aux changements climatiques, ainsi que sur le nouveau paradigme investissement-développement.

World Investment Report 2009: Transnational Corporations, Agricultural Production and Development (Sociétés transnationales, production agricole et développement)

Le *World Investment Report 2009* de la CNUCED évalue l'impact de l'actuelle crise financière sur les tendances de l'IED dans le monde, à partir d'une série d'études de base sur les flux d'IED dans les secteurs agricoles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Sous-titré *Sociétés transnationales, production agricole et développement*, le *World Investment Report 2009* examine la participation de 82 000 sociétés transnationales (STN) partout dans le monde à la production agricole des pays en développement et des pays en transition sous la forme d'IED ainsi que d'activités d'agriculture contractuelle. Soulignant que les activités des STN dans le secteur agricole des pays en développement peuvent avoir des effets positifs spécifiques, tels qu'un transfert de technologie, la création d'emplois et un meilleur accès aux marchés extérieurs pour les pays à faible revenu et les agriculteurs locaux, le rapport met en avant la contribution des STN à une stimulation de la productivité agricole et à un renforcement de la sécurité alimentaire et de l'accès financier à l'alimentation dans le monde en développement.

En dépit du fait que les données disponibles montrent que les pays d'accueil peuvent retirer de grands avantages de l'activité des STN dans leur secteur agricole, le rapport souligne toutefois que les gouvernements de ces pays devraient soigneusement évaluer les incidences négatives possibles d'une participation des STN à la production agricole, s'agissant notamment de la viabilité sociale et environnementale et de la propriété foncière, ainsi que de la sécurité alimentaire à long terme. En outre, le *World Investment Report* attire l'attention sur le fait que même si les industries agroalimentaires et extractives se sont montrées plus résilientes aux récessions mondiales que d'autres industries plus sensibles à l'évolution conjoncturelle, l'expérience et les faits montrent que les crises économiques et financières ont un profond impact sur les plans d'investissement des STN. D'après l'enquête *World Investment Prospects Survey* de la CNUCED pour 2009-2011, jusqu'à 85 % des STN dans le monde accusaient la crise économique mondiale d'avoir affaibli leurs capacités d'investissement. Même si la tendance générale des politiques d'IED des STN était supposée rester morose en 2009, les perspectives à moyen terme de l'IED des STN restent prometteuses, ces sociétés escomptant une reprise graduelle de leurs dépenses d'IED en 2010.

Pour en savoir plus sur le *World Investment Report 2009*: http://www.unctad.org/en/docs/wir2009_en.pdf.

CNUCED: *La source de statistiques sur l'IED*

Pour aider les décideurs à concevoir et à appliquer des politiques d'investissement qui contribuent au développement et qui s'appuient sur une analyse solide et des statistiques fiables, la CNUCED établit des statistiques sur l'IED et analyse les tendances mondiales et régionales de cet investissement. Elle aide également les pays en développement à élaborer des politiques en matière d'IED reposant sur des données de qualité et sur une information relative aux STN ayant des activités dans la région ou le pays.

Trois nouveaux produits ont été lancés en 2009, à savoir trois revues trimestrielles: *Global Investment Trends Monitor*, *Global FDI Quarterly Index* et *Investment Policy Monitor*. Le *Global Investment Trends Monitor* propose aux investisseurs internationaux une évaluation trimestrielle des tendances et des perspectives de l'IED dans le monde. Le *Global FDI Quarterly Index* suit les flux d'IED de 67 pays et territoires représentant ensemble 90 % environ des flux mondiaux d'IED. L'*Investment Policy Monitor* entend fournir une information actualisée sur différents aspects nationaux et internationaux de la politique des investissements étrangers, et contribuer à l'élaboration de politiques propices aux synergies entre croissance et développement, et investissement étranger.

La formation au renforcement des capacités pour l'établissement de statistiques est un autre aspect fondamental des activités de la CNUCED dans le domaine des statistiques de l'IED, dont neuf pays – Albanie, Bélarus, Burundi, Comores, Djibouti, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles et Swaziland – ont bénéficié en 2009.

Toutes les données publiées sont accessibles gratuitement sur le site Web de la CNUCED. Pour obtenir ces données ou en savoir plus sur les produits relatifs aux statistiques de l'IED: <http://www.unctad.org/fdistatistics>.

Améliorer le climat général de l'investissement

Les examens de la politique d'investissement réalisés par la CNUCED fournissent une évaluation objective du cadre juridique, réglementaire et institutionnel d'un pays en matière d'IED, dont l'objectif est d'aider le pays considéré à attirer davantage d'investissements étrangers et à en optimiser la contribution au développement tout en en réduisant les risques.

En 2009, la CNUCED a réalisé un examen de la politique d'investissements du Bélarus, du Burundi et de la Sierra Leone, portant ainsi le nombre total de pays ayant bénéficié de tels examens à 28, dont 12 PMA. Depuis son lancement en 1999, le programme relatif aux examens de la politique d'investissements a bénéficié d'une reconnaissance internationale de la part de divers utilisateurs, tels que les bénéficiaires de l'assistance technique, les représentants des pays à des réunions intergouvernementales et les organismes de promotion de l'investissement. Par exemple, le G-8 a déclaré à sa réunion au sommet de 2007 que ces examens étaient «un mécanisme très utile pour définir une vision partagée d'un bon climat pour l'investissement dans les pays émergents et les pays en développement». De même, lors d'une rencontre avec le Secrétaire général de la CNUCED, M. Supachai Panitchpakdi, le Vice-Président de Sierra Leone a remercié la CNUCED de son assistance technique et a fait siennes les principales recommandations issues de l'examen de la politique d'investissements de son pays.

[PHOTO]

De gauche à droite: M. I. B. Kargbo, Ministre de l'information et de la communication (Sierra Leone); M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; M. Alhaji Samuel Sam-Sumana, Vice-Président de la République de Sierra Leone; et M. Émile Édouard Luy, Consul de Sierra Leone en Suisse.

Pour en savoir plus sur les examens de la politique d'investissement:
<http://www.unctad.org/ipr>.

Renforcer la participation aux activités normatives internationales en matière d'investissement

Indépendamment de la crise économique et financière, l'élaboration de normes et de règles pour l'investissement international reste un élément essentiel des efforts déployés par les pays pour attirer l'IED et en tirer profit. Le principal objectif des activités de la CNUCED dans ce domaine est d'aider les pays en développement à participer plus efficacement aux activités normatives internationales en matière d'investissement, à travers ses activités d'analyse, d'assistance technique et de formation de consensus. Spécifiquement, les travaux de la CNUCED concernant les accords internationaux d'investissement (AII) visent à: approfondir la compréhension et l'analyse par les décideurs et les négociateurs des questions en jeu; déterminer les tendances ainsi que les questions à traiter; renforcer la cohérence entre les politiques nationales de développement et les accords internationaux d'investissement; contribuer à l'application des engagements contractuels, s'agissant en particulier du règlement des différends en matière d'investissement; et favoriser un dialogue intergouvernemental sur l'élaboration de règles en matière d'investissement en vue de contribuer à la formation de consensus.

Par exemple, des fonctionnaires et responsables gouvernementaux cap-verdiens ont participé à un atelier de quatre jours sur les aspects fondamentaux des accords internationaux d'investissement et du règlement des différends entre investisseurs et État, à Praia (Cap-Vert) du 7 au 10 décembre 2009. Organisé en coopération avec l'organisme de promotion des investissements du Cap-Vert, Cabo Verde Investimentos, et dans le cadre du programme Une ONU au Cap-Vert, cet atelier a notamment permis d'examiner les tendances récentes de l'élaboration de règles internationales en matière d'investissement et de l'IED, les principales dispositions de fond des accords internationaux d'investissement et leurs incidences sur le développement, et l'augmentation du nombre de différends entre investisseurs et État. Les participants ont pu approfondir leur compréhension du cadre juridique international de l'investissement et de ses incidences sur le développement.

La CNUCED a par ailleurs continué de proposer un certain nombre d'outils concernant les accords internationaux d'investissement (AII), dont différentes bases de données sur les accords bilatéraux d'investissement, les conventions de double imposition, les accords de libre-échange et les affaires de règlement de différends entre investisseurs et État. Lancé en 2009, l'*IIA Newsflash* est un nouveau service conçu par le programme de travail de la CNUCED sur les accords internationaux d'investissement qui a pour but d'informer – à travers le réseau de la CNUCED consacré aux accords internationaux d'investissement – toutes les parties intéressées de l'évolution récente de la situation concernant les accords d'investissement et les arbitrages.

[PHOTO]

Participants à l'atelier organisé par la CNUCED et l'organisme cap-verdien de promotion de l'investissement, Cabo Verde Investimentos. L'atelier sur les accords internationaux d'investissement et les différends entre investisseurs et État, qui faisait partie du programme Une ONU, a eu lieu du 7 au 10 décembre 2009, à Praia (Cap-Vert).

Pour en savoir plus sur les activités de la CNUCED dans le domaine des accords internationaux d'investissement: <http://www.unctad.org/ia>.

Soutenir les efforts de promotion de l'investissement

Compte tenu du ralentissement économique mondial, les activités de la CNUCED en matière de promotion de l'investissement – services consultatifs, activités de formation, échanges de meilleures pratiques – ont avant tout visé à aider les organismes de promotion de l'investissement à renforcer leurs capacités de retenir et de mobiliser avec profit l'IED, et d'amortir les incidences négatives de la crise financière. Par exemple, des services consultatifs ont été fournis à l'Éthiopie, au Honduras et à Malte sur des sujets tels que le ciblage des investisseurs, les stratégies de suivi de l'investissement et le renforcement institutionnel. Également en 2009, des cours nationaux de formation ont été organisés en Afrique du Sud, au Bénin, au Ghana et au Mozambique, et des ateliers régionaux et interrégionaux ont eu lieu en Argentine, en Chine, en République-Unie de Tanzanie et en Suisse, qui ont permis de former dans le domaine de la promotion de l'investissement plus de 300 responsables de 72 pays en développement et pays émergents.

[PHOTO]

Participants à l'atelier régional pour l'Afrique sur la «promotion de l'investissement en période de crise économique», organisé à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), du 1^{er} au 3 avril 2009.

La CNUCED a également continué d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'améliorer les pratiques et réglementations d'administrations en ligne, l'objectif étant d'accroître la transparence des procédures administratives relatives à la création d'entreprises et aux activités des entreprises, et de contribuer à l'élaboration de meilleures réglementations. En 2009, une assistance a ainsi été fournie à la Colombie, aux Comores, à El Salvador, au Guatemala, au Mali, au Nicaragua, au Rwanda et au Viet Nam.

La série des *Livres bleus sur les meilleures pratiques en matière de promotion et de facilitation de l'investissement* de la CNUCED vise à aider les pays bénéficiaires à adopter de meilleures pratiques pour l'élaboration des politiques relatives à l'investissement, et à accroître ainsi leur attractivité en tant que destination de l'investissement et à en optimiser les effets positifs pour leur économie. En 2009, la CNUCED a publié le *Blue Book on Best Practice in Investment Promotion and Facilitation: Nigeria*. De précédents livres bleus avaient été publiés pour les pays suivants: Cambodge, Ghana, Kenya, Ouganda, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie et Zambie.

Le Livre bleu sur le Nigéria, établi par la CNUCED en partenariat avec la Banque du Japon pour la coopération internationale, proposait au Président nigérian, M. Umaru Yar'Adua, un plan d'action en 15 points portant sur un certain nombre de modifications de la législation et de la réglementation. Ces mesures, qui peuvent être mises en œuvre sur une période de douze à dix-huit mois sans grands frais pour le Gouvernement, sont destinées à

aider le Nigéria à améliorer ses conditions d'investissement, à attirer davantage d'IED, à ouvrir des perspectives aux Nigériens et à enrichir l'économie nationale.

Le Président Yar'Adua a remercié la CNUCED et la Banque du Japon pour la coopération internationale de ce Livre bleu et a déclaré que son gouvernement s'était engagé à en soutenir les conclusions et à mettre en œuvre les mesures proposées. Dans le cadre de leur assistance de suivi, la CNUCED et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont annoncé des plans visant à soutenir l'application de trois des mesures, y compris un programme destiné à aider les investisseurs étrangers au Nigéria à faire davantage appel à des fournisseurs nigériens. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a quant à elle commencé d'appliquer une mesure visant à attirer des investisseurs dans le secteur agricole.

Stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises

Pendant l'année, la CNUCED a continué de renforcer et d'élargir ses activités visant à libérer les capacités et les compétences entrepreneuriales, à travers son programme intégré de renforcement des capacités, Empretec. Depuis son lancement en 1988, le programme Empretec, consacré au développement des petites et moyennes entreprises (PME), a formé plus de 180 000 candidats entrepreneurs et a été mis en œuvre dans 32 pays, dont 82 % ont déclaré juger le programme à la fois «actif» et «viable». La CNUCED a achevé l'installation de deux nouveaux centres Empretec – en République dominicaine et en Roumanie – et a commencé l'installation de centres Empretec nationaux en Équateur, au Pérou, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. L'expansion du programme est prévue dans d'autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de la Communauté d'États indépendants.

La CNUCED et le programme Empretec ont également poursuivi leurs travaux sur la promotion de l'établissement de liens durables et mutuellement bénéfiques entre STN et PME en Argentine, au Mozambique, en Ouganda, au Pérou, en République dominicaine, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, dans le cadre du programme sur l'établissement de liens interentreprises. L'évaluation d'un projet relevant de ce programme mené à Pernambuco (Brésil) a mis en lumière une amélioration de 100 % de l'efficacité productive, un doublement des ventes et un accroissement de 5 % de l'emploi parmi les PME participant au projet. Des résultats analogues ont été obtenus à la fin de la phase pilote d'un projet conduit en Ouganda, où il a été noté que les PME qui avaient bénéficié des services d'aide aux entreprises proposés par Empretec avaient affiché une croissance pouvant aller jusqu'à 460 %, une hausse de 100 % de l'emploi et une amélioration de la productivité de 25 %.

Pour en savoir plus sur le programme relatif à l'établissement de liens interentreprises de la CNUCED: <http://www.unctad.org/entreprise>.

[PHOTO]

Participants à l'atelier Empretec sur l'établissement de liens interentreprises organisé à Siavonga (Zambie), les 14 et 15 octobre 2009.

Faciliter le tourisme électronique

Sachant que l'accès aux marchés peut être difficile, voire impossible, pour de petites entreprises, l'objectif de la CNUCED est d'améliorer les possibilités et les capacités des PME, et des autorités publiques, dans les pays visés d'accéder au marché du tourisme sur

Internet, de tirer profit du dynamisme de ce marché et de nouer de solides partenariats à long terme. Des activités de renforcement des capacités ont continué d'être proposées à des fournisseurs locaux pour les aider à structurer leurs produits de façon à les rendre visibles, accessibles et compétitifs sur les marchés mondiaux. En 2009, le Bénin, le Burkina Faso, Djibouti, le Maroc, la Mauritanie et le Rwanda ont ainsi bénéficié de services consultatifs de la CNUCED et d'activités régionales et nationales de formation dans le domaine du tourisme et de la commercialisation électroniques.

Promouvoir de solides normes de comptabilité et de publication

Dans le contexte du ralentissement de l'économie mondiale, la CNUCED a accueilli la vingt-sixième session annuelle du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR), seul groupe de travail intergouvernemental se consacrant actuellement aux questions de transparence des entreprises et de comptabilité d'entreprise.

Au cours de sa session, l'ISAR s'est attaché à identifier et analyser les difficultés pratiques posées par l'application des normes internationales d'information financière (IFRS) dans le contexte de la crise financière mondiale. D'autres thèmes ont été abordés tels que les besoins des PME en matière de comptabilité et de publication d'informations financières, ainsi que des questions concernant l'information environnementale et sociale et l'information sur la gouvernance d'entreprise. Les participants ont également examiné les activités de renforcement des capacités destinées aux institutions comptables dans les pays en développement et les pays en transition.

S'appuyant sur les travaux de l'ISAR concernant la publication d'informations relatives à l'environnement, aux questions sociales et à la gouvernance d'entreprise (ESG), la CNUCED a collaboré avec le Pacte mondial de l'ONU et les Principes d'éthique de l'investissement à l'organisation d'un forum de haut niveau au Siège de l'ONU à New York, à l'attention de hauts responsables de bourses, d'investisseurs et de directeurs d'organismes de réglementation. La réunion a attiré plus d'une centaine de hauts dirigeants de pays du monde entier, qui ont examiné les diverses façons pour des bourses de valeurs de promouvoir des pratiques commerciales durables. Parmi les suggestions figurait l'application des meilleures pratiques existantes, dont un renforcement des prescriptions en matière d'information sur la durabilité pour les entreprises cotées et l'établissement d'indices boursiers ESG.

Pour en savoir plus sur les activités de la CNUCED en matière de comptabilité et de publication d'informations financières: <http://www.unctad.org/isar>.

Aider les pays à tirer profit du commerce

[PHOTO]

M^{me} Mina Mashayekhi

Message de l'administratrice chargée de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base:

J'ai le plaisir de pouvoir annoncer qu'en 2009 les travaux de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base liés à la mise en œuvre de l'Accord d'Accra se sont intensifiés dans les trois grands domaines d'action de la CNUCED. Nous avons produit une quarantaine de publications, de documents pédagogiques et de manuels sur différentes questions concernant le commerce international. Nous avons organisé plusieurs réunions intergouvernementales, notamment sur des stratégies souhaitables pour faire face aux incidences de la crise économique et financière mondiale sur le commerce et le développement, ainsi que sur différentes questions concernant l'énergie, les aspects réglementaires et institutionnels des services, du commerce et du développement, et l'intégration des questions de parité dans la politique commerciale. Nous avons également contribué à divers débats intergouvernementaux sur la coopération Sud-Sud et l'intégration régionale. Des réunions spéciales d'experts ont été consacrées à différents aspects des changements climatiques, des migrations et de la certification des produits issus de l'agriculture biologique, toujours en relation avec le commerce et le développement. Pour ce qui est de la coopération technique, un grand nombre de pays en développement, en particulier de pays africains et de PMA, ont bénéficié de services consultatifs, d'activités d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités dans le domaine des négociations commerciales et de la diplomatie commerciale, des capacités d'analyse commerciale et des systèmes d'information, ainsi que de la politique de concurrence et de la protection des consommateurs, sans oublier les relations entre commerce, environnement et développement.

Dans tous nos travaux, nous avons particulièrement mis l'accent sur le suivi et l'évaluation des incidences de la crise économique et financière mondiale sur le commerce, et sur une évaluation des stratégies qui permettraient d'atténuer les incidences négatives de la crise et de stimuler la reprise et une croissance durable au lendemain de cette crise. Par exemple, nos rapports à la Commission du commerce et du développement, au Conseil du commerce et du développement et à l'Assemblée générale des Nations Unies ont contribué à une meilleure compréhension de la gravité de la crise et du type de mesures de politique commerciale et autres mesures liées au commerce qui seraient nécessaires pour promouvoir la reprise, renforcer les capacités de soutenir des chocs futurs, atténuer la pauvreté, créer des emplois et améliorer l'accès aux services essentiels. Nous avons en particulier souligné la nécessité de rechercher de nouveaux modes de développement pour engager l'économie mondiale dans la voie d'une croissance plus verte et d'un développement durable. Nous avons proposé que les pays envisagent de nouvelles stratégies de «croissance verte» permettant d'accroître l'efficacité énergétique, de promouvoir une agriculture durable, y compris l'agriculture biologique, ainsi que divers produits issus de la biodiversité, d'exploiter des technologies hors réseau de mise en valeur des énergies renouvelables, en particulier pour un développement rural durable, et de développer un secteur durable des

services, s'agissant en particulier des services d'infrastructure. Nous avons recommandé de rechercher un équilibre entre croissance économique et réduction des émissions de carbone pour atténuer les incidences des changements climatiques. Nous avons en outre souligné combien il était important de se préoccuper des questions de normes ayant des incidences sur les exportations des pays en développement, afin de garantir un accès effectif aux marchés de ces produits.

Nous voyons la nécessité en 2010 de faire preuve d'esprit novateur pour concevoir des politiques favorisant une transformation structurelle allant dans le sens d'un processus de développement partagé et plus équitable, qui soit aussi socialement, économiquement et environnementalement durable. Pour que la reprise soit forte dans tous les pays, nous devons non seulement prendre des mesures à court terme, mais aussi agir aux niveaux national et international pour promouvoir une profonde transformation structurelle des modes de production, de consommation et de commerce, ainsi que des politiques industrielles et agricoles et des politiques de services dynamiques dans le cadre d'un État développementaliste. Pour de nombreux pays en développement, la croissance sera de plus en plus alimentée par les marchés nationaux, régionaux et Sud-Sud. Il est donc crucial pour le monde en développement de diversifier les marchés et de les maintenir ouverts, en particulier en évitant tout protectionnisme.

Mesures pour faire face à la crise économique et financière mondiale

L'un des principaux rôles de la CNUCED est d'aider les pays en développement à analyser, formuler et appliquer des politiques et des stratégies appropriées concernant le commerce international, le système commercial international et les négociations commerciales internationales, et de promouvoir un environnement commercial international amélioré facilitant l'accès aux marchés et les conditions d'entrée pour les exportations de ces pays. En ce contexte, le rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU sur le commerce international et le développement est établi par la CNUCED et vise à informer l'Assemblée générale de l'évolution récente du commerce international.

Le rapport 2009, consacré aux incidences de la crise économique et financière mondiale sur le commerce et le développement, en particulier des pays en développement, soulignait la nécessité de rendre les économies résilientes aux chocs extérieurs par une diversification de la production et des exportations. Il y était également jugé nécessaire pour les gouvernements d'avoir un rôle d'État catalyseur dans le cadre d'un environnement commercial international favorable, avec des mesures de soutien telles que l'initiative d'aide au commerce. Les débats de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session ont conduit à l'adoption d'une résolution qui exprimait une profonde préoccupation quant aux incidences particulières de la crise sur le commerce des pays en développement et qui soulignait l'importance d'accélérer et de conclure le Cycle de Doha pour le développement d'ici à la fin de 2010. La résolution appelait aussi à faciliter l'accession à l'OMC de tous les pays intéressés, en particulier des PMA, ainsi qu'au respect des engagements de financement pris concernant l'initiative d'aide au commerce. Les incidences de la crise sur le développement ont également été débattues à la première session de la Commission du commerce et du développement et à la cinquante-sixième session du Conseil du commerce et du développement.

Pour lire le rapport sur le «Commerce international et [le] développement» dans son intégralité: http://www.unctad.org/en/docs//a64d177_en.pdf.

Appui à la politique commerciale et aux négociations commerciales, y compris l'accèsion à l'OMC

L'accèsion à l'OMC passe par un processus de négociation extrêmement long et complexe, qui exige d'importantes ressources humaines et capacités institutionnelles. Un certain nombre de pays candidats, en particulier les PMA et les petits pays, sont confrontés à des difficultés particulières, telles qu'une compréhension insuffisante de l'ampleur et de la complexité des obligations associées à l'accèsion à l'OMC, un manque d'expérience et de compétences en matière de négociations commerciales et un accès limité aux données et à l'information requises. La CNUCED aide les pays candidats à l'accèsion à l'OMC, s'agissant notamment de l'application des réformes d'orientation et des réformes réglementaires, et des négociations avant, pendant et après l'accèsion. En 2009, des demandes de soutien pour des questions liées à l'accèsion à l'OMC ont été reçues d'un nombre croissant de pays, y compris de PMA, de «nouveaux» pays qui venaient juste d'entamer leur processus de négociation (par exemple, les Seychelles), et de pays se situant dans la phase consécutive à l'accèsion. Dix-neuf pays candidats, y compris tous les PMA candidats, bénéficient actuellement d'une assistance technique de la CNUCED dans leur processus d'accèsion à l'OMC.

Par ailleurs, en 2009, la CNUCED a continué d'aider les pays en développement à renforcer non seulement leurs capacités d'analyser, de formuler et d'appliquer des politiques et des stratégies commerciales, mais aussi les capacités humaines, institutionnelles et réglementaires correspondantes, de façon qu'ils puissent participer plus efficacement au commerce mondial. Par exemple, une assistance a été fournie au Rwanda pour l'élaboration de ses politiques de commerce et de concurrence, au Kirghizistan, au Népal et à l'Ouganda sous la forme d'examen de la politique nationale relative aux services, au Mozambique et à la Zambie pour l'élaboration de politiques relatives aux industries créatives, au Lesotho et à d'autres pays africains sur les moyens de renforcer leur participation aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial, et au Burundi, à l'Éthiopie, à l'Ouganda, à la République-Unie de Tanzanie et au Rwanda pour l'élaboration de politiques d'agriculture biologique. Enfin, une formation aux compétences requises pour le règlement de différends internationaux a été fournie à du personnel d'Inde et de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Promotion du Système global de préférences commerciales entre pays en développement

Le Système global de préférences commerciales (SGPC) a été créé en 1989 pour stimuler, notamment grâce à des concessions tarifaires préférentielles et autres mesures de coopération, le commerce entre pays en développement.

En 2009, la CNUCED a continué d'assurer les services nécessaires au fonctionnement de l'Accord relatif au SGPC et a apporté son soutien aux pays engagés dans le troisième cycle (Cycle de São Paulo) de négociations relatives au SGPC, lancées en juin 2004. Les ministres des pays en développement parties au SGPC se sont réunis en décembre 2009 et ont adopté une décision sur des modalités de réduction tarifaire dans leurs échanges commerciaux réciproques, qui permet aux pays participants de proposer des réductions d'au moins 20 % des droits de douane appliqués à quelque 70 % des biens exportés. Une date limite a été fixée pour l'achèvement des négociations – fin septembre 2010.

[PHOTO]

Comité de négociation du Système global de préférences commerciales, Cycle de São Paulo, session spéciale au niveau ministériel, 2 décembre 2009, Genève (Suisse). De gauche à droite: M Alberto Dumont, Ambassadeur d'Argentine; M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; M. Jorge Taiana, Ministre argentin des relations extérieures et du commerce international, M. Delfino Bondad, Division du commerce international des biens et services, et des produits de base de la CNUCED.

Pour en savoir plus sur le Système global de préférences commerciales: <http://www.unctadxi.org/gstp>.

Services, commerce et développement

Les travaux de la CNUCED concernant le commerce des services consistent à aider les pays à évaluer la contribution des services à leur économie, à réformer leur secteur des services en mettant l'accent sur le développement, à renforcer l'accès aux services essentiels et à produire d'importantes données et d'importants documents de référence/de base pour les négociations commerciales multilatérales et régionales. La Réunion d'experts pluriannuelle sur les services, le développement et le commerce: aspects réglementaires et institutionnels, qui a eu lieu à Genève (Suisse) du 17 au 19 mars 2009, a beaucoup contribué à la formation d'un consensus international sur des services d'infrastructure efficaces et accessibles pour soutenir la croissance économique, favoriser la diversification, créer des emplois, assurer la réalisation des OMD et accroître le commerce des pays en développement. Des mesures concrètes ont été proposées pour réglementer les services d'infrastructure, ériger des institutions efficaces, réglementer les services et les marchés financiers et mettre en œuvre des mesures de renforcement des capacités.

Également en 2009, des examens de la politique nationale relative aux services ont été réalisés au Kirghizistan, au Népal et en Ouganda; il s'agit d'un nouveau programme d'assistance de la CNUCED, exécuté avec le soutien financier du Department for International Development du Royaume-Uni. Les examens de la politique nationale relative aux services visent à aider un large éventail d'acteurs nationaux à réaliser un examen systématique des conditions économiques, réglementaires, institutionnelles et commerciales qui caractérisent leurs secteurs de services, leur permettant ainsi d'élaborer des recommandations concrètes sur les politiques et les mesures nécessaires pour promouvoir leurs objectifs nationaux de développement sectoriel.

Initiative BioTrade

En 2009, l'Initiative BioTrade a continué de soutenir la mise en place de conditions générales propices au commerce et à l'investissement dans le secteur des ressources biologiques, dans l'optique de la promotion d'un développement durable. Un atelier sur le biocommerce et une exploitation durable et responsable des ressources biologiques a eu lieu le 24 novembre 2009 à Genève (Suisse), qui a permis aux participants d'échanger des expériences et d'évoquer les difficultés et les perspectives liées à la promotion de la participation du secteur privé à la préservation et à l'utilisation durable de la biodiversité. La conclusion des travaux a été que les mesures d'incitation au biocommerce apportaient une importante contribution à la préservation de la biodiversité et qu'il fallait élargir l'Initiative BioTrade et les activités de ses partenaires pour permettre à davantage de pays et d'écosystèmes de bénéficier de l'approche BioTrade d'une exploitation durable et responsable des ressources biologiques.

Pour en savoir plus sur l'Initiative BioTrade: <http://www.unctad.org/biotrade>.

Initiative biocombustibles

La CNUCED étudie depuis 2005, dans le cadre de cette initiative, les incidences sur le commerce et le développement des biocombustibles. La production de biocombustibles – combustibles propres sans effet carbone, issus de pratiques agricoles durables – est l'occasion pour les pays en développement non seulement d'exploiter leurs propres ressources naturelles, mais aussi d'attirer les investissements intérieurs et étrangers nécessaires à la réalisation d'objectifs de développement durable.

Point de rencontre de différentes initiatives en cours au sein de divers organismes du système des Nations Unies, l'Initiative biocombustibles – et ses partenaires – donne aux pays intéressés accès à des travaux d'analyse économique et commerciale, à des activités de renforcement des capacités et à des outils de formation et de consensus. Par exemple, à la suite du bouleversement survenu dans le secteur des biocombustibles en 2009, beaucoup se sont demandé si les biocombustibles seraient en mesure de tenir leurs promesses en matière d'atténuation des changements climatiques, de sécurité énergétique et de développement rural. Un rapport a ainsi été publié, intitulé *The Biofuels Market: Current Situation and Alternative Scenarios*, qui explore la contribution actuelle des biocombustibles à la sécurité énergétique et présente des scénarios possibles pour l'industrie des biocombustibles ainsi que différentes orientations possibles pour les pays, avec leurs implications éventuelles. Chaque scénario décrit la façon dont le secteur pourrait évoluer, en fonction de la politique et des stratégies retenues par les pays. Il éclaire en outre sur les répercussions économiques, énergétiques, environnementales et commerciales de différentes politiques.

Pour consulter ce rapport: http://www.unctad.org/en/docs/ditcbcc20091_en.pdf.

[PHOTO]

Le tournesol est une source de biocombustibles largement exploitée dans les pays développés et les pays en développement.

Pour en savoir plus sur l'Initiative biocombustibles: <http://www.unctad.org/biofuels>, puis cliquer sur UNCTAD Biofuels Initiative.

La problématique des changements climatiques

[PHOTO]

Famille mongole utilisant l'énergie solaire comme source d'électricité.

En 2009, dans le cadre de son programme sur les changements climatiques, la CNUCED a aidé les pays africains à défendre leurs intérêts et à exprimer leur position dans les négociations en cours sur les changements climatiques, notamment sur des questions liées au commerce et au développement durable, en particulier à la session technique de la réunion préparatoire de la Conférence des ministres africains sur l'environnement en vue de la quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), du 21 au 23 octobre. Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2009, elle a organisé, conjointement avec la Commission de l'Union africaine le 11 décembre à Copenhague (Danemark), une réunion parallèle sur les perspectives de développement pour les pays

africains dans le contexte du régime applicable aux changements climatiques après 2012. Cette réunion a permis aux pays africains d'examiner les éléments fondamentaux à prendre en considération pour l'élaboration de leurs politiques, ainsi que de mesures de lutte contre les changements climatiques. Les débats ont également porté sur le potentiel et les enjeux de politiques stratégiques tels que les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles dans l'optique de la réalisation d'objectifs aussi bien de développement durable que de lutte contre les changements climatiques dans le cadre d'un nouveau régime relatif à ces changements.

Pour en savoir plus sur le programme de la CNUCED relatif aux changements climatiques: <http://www.unctad.org/climatechange>.

Une perception nouvelle des liens entre commerce et changements climatiques

La publication de la CNUCED intitulée *Trade and Environment Review 2009/2010* présente une réflexion nouvelle sur des domaines prometteurs de stratégies de croissance propre susceptibles d'encourager une transition vers un développement plus durable. Ces domaines concernent le renforcement de l'efficacité énergétique (souvent associée ou attribuable à une plus grande efficacité de l'utilisation des matériaux et des ressources), l'intégration dans les politiques générales d'une agriculture durable, y compris biologique, et l'exploitation de technologies hors réseau fondées sur les énergies renouvelables, en particulier pour un développement rural durable.

Pour consulter la *Trade and Environment Review 2009/2010*: <http://www.unctad.org/ter>.

Vers un développement durable

L'agriculture biologique offre un éventail impressionnant d'avantages et de bienfaits pour les pays en développement – économiques, environnementaux, sociaux, ainsi qu'en matière de santé et de sécurité alimentaire. En 2009, la CNUCED a réuni le secrétariat de GLOBALG.A.P. (qui a vocation à garantir une application uniforme de bonnes pratiques agricoles au niveau mondial, s'agissant en particulier de la sécurité et de l'innocuité des produits frais), le secrétariat de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) et une trentaine de représentants de tous les groupes de parties prenantes, y compris des producteurs, des négociants et des détaillants du monde entier, qui se sont attachés à trouver les moyens de faciliter l'accès des producteurs de produits issus de l'agriculture biologique aux rayons des supermarchés, en accordant une attention particulière au respect des différentes normes, cet accès pouvant avoir des incidences considérables sur les conditions d'existence de ces producteurs. Il en a résulté la définition et l'adoption d'un programme de travail pour la recherche de solutions pratiques aux problèmes des doubles prescriptions en matière de certification pour les produits issus de l'agriculture biologique, l'objectif étant de réduire les coûts et d'encourager le commerce.

Concernant la promotion de la production durable de produits de base, la CNUCED a lancé, conjointement avec l'Institut international du développement durable, en décembre 2002, une initiative sur la production durable de produits de base. Le principal objectif de cette initiative est d'améliorer la durabilité sociale, environnementale et économique de la production et du commerce des produits de base en élaborant des stratégies multipartites à un niveau sectoriel. À travers son Comité pour un programme d'évaluation de la durabilité, créé pour concevoir des outils et des techniques permettant de mesurer les coûts et les avantages de l'application de programme de durabilité sur le terrain, l'Initiative pour une production durable de produits de base apporte également une contribution précieuse aux efforts visant à remédier à l'insuffisance de données sur les coûts et les avantages d'un programme de durabilité.

Pour en savoir plus sur l'Initiative pour une production durable de produits de base:
<http://sustainablecommodities.org>.

Information commerciale – bases de données, outils d'analyse et publications

Grâce à ses outils d'analyse du commerce, la CNUCED a continué d'aider à déterminer les débouchés commerciaux et les obstacles à l'accès aux marchés, et à promouvoir une participation plus éclairée des pays en développement aux négociations commerciales multilatérales ou régionales. Fin 2009, la base de données WITS (World Integrated Trade Solution) de la CNUCED et de la Banque mondiale, qui donne accès aux principales bases de données sur le commerce et les droits de douane, telles que le Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) de la CNUCED, comptait 37 000 utilisateurs.

Pour en savoir plus sur le Système d'analyse et d'information commerciales de la CNUCED: <http://www.unctad.org/trains>.

En 2009, les travaux de la CNUCED dans le domaine de l'information commerciale ont notamment consisté en travaux d'analyse visant à améliorer la compréhension de questions, actuelles et nouvelles, de commerce international intéressant les pays en développement. Trois études ont ainsi été publiées: «On the determinants of exports survival»; «The impact of removal of agreement on textiles and clothing (ATC) quotas on international trade in textiles and apparel»; et «Trade liberalization and the informal sector: insights from panel analysis».

Questions pratiques concernant la politique de concurrence et la politique de protection des consommateurs

La CNUCED et le Système économique latino-américain et caraïbe (SELA) ont organisé conjointement un séminaire régional sur les perspectives du commerce et de la concurrence à Caracas (République bolivarienne du Venezuela), où les participants, dans le contexte de la crise économique et financière mondiale, ont examiné différentes questions de concurrence et de politique commerciale ainsi que des questions touchant à la fois au commerce et à la concurrence. Ils ont également évalué diverses initiatives régionales en matière de commerce et de concurrence, s'agissant notamment d'accords internationaux, et recommandé un ensemble de mesures à prendre pour soutenir les pays latino-américains et caraïbes dans leurs efforts d'intégration.

[PHOTO]

M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, et l'Ambassadeur José Rivera Banuet, Secrétaire permanent du Système économique latino-américain et caraïbe (SELA), lors du séminaire régional sur les perspectives du commerce et de la concurrence, Caracas (République bolivarienne du Venezuela), 20 et 21 avril 2009.

À sa dixième session (Genève, 7-9 juillet 2009), le Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence a examiné et souligné l'importance du recours à l'analyse économique dans les affaires de concurrence pour une application effective du droit de la concurrence, l'importance des liens entre la politique de concurrence et la politique industrielle pour la promotion du développement économique, et

la nécessité de renforcer la coopération internationale dans ces domaines, en particulier au profit des pays en développement.

Pour ce qui est de la protection des consommateurs, une réunion a eu lieu le 10 mars 2009 au Ministère du commerce, à Phnom Penh (Cambodge), consacrée à l'élaboration d'une loi nationale sur la protection des consommateurs et la définition d'un cadre institutionnel pour l'application de cette loi. Par ailleurs, une réunion consultative sur la définition d'une stratégie de communication pour une campagne de sensibilisation à la protection des consommateurs (Gaborone (Botswana), 17-19 août 2009) a été le point de départ des travaux sur la rédaction d'un manuel pour la définition d'une stratégie de protection des consommateurs qui servira de base au programme du Botswana sur la sensibilisation à la protection des consommateurs.

Le nouveau Programme de promotion de la concurrence en Afrique (AFRICOMP) a été officiellement lancé à Genève (Suisse), le 22 juin 2009. Ce nouveau programme, qui vise à aider les pays africains à se doter de structures administratives, institutionnelles et juridiques pour une application effective des législations et des politiques concernant la concurrence et la protection des consommateurs, prévoit une approche plus coordonnée et rationalisée de la coopération technique dans le domaine de la politique de concurrence, reposant sur les besoins spécifiques de chaque pays bénéficiaire, tout en encourageant la coopération régionale. L'un des objectifs est aussi d'établir des liens plus étroits avec le secteur privé, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales et des institutions pédagogiques locales.

Pour en savoir plus sur les travaux de la CNUCED sur le droit et la politique de la concurrence et la protection des consommateurs: <http://www.unctad.org/competition>.

Moderniser l'économie

[PHOTO]

M^{me} Anne Miroux

Message de la Directrice de la Division de la technologie et de la logistique:

En 2009, la Division de la technologie et de la logistique de la CNUCED a notamment renforcé ses activités de recherche et d'analyse et revu le format et la présentation du *Rapport sur l'économie de l'information*. Pour ce qui est de la formation de consensus, un certain nombre de réunions d'experts ont été organisées qui ont permis des discussions de fond sur la contribution au développement de la technologie, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des transports. Nous avons également continué de renforcer nos activités d'assistance technique dans plusieurs domaines – programme SYDONIA (Système douanier automatisé), projets nationaux de facilitation du commerce et des transports, et appui aux négociations sur la facilitation du commerce à l'OMC, notamment.

Dans tous ses domaines de compétence, la CNUCED s'attache à développer ses capacités d'analyse et ses compétences techniques et à aider les États membres à renforcer leurs capacités. À cette fin, la Division continuera d'accorder une attention particulière à la technologie et à l'innovation, et ce pour deux raisons.

Premièrement, au XXI^e siècle, la technologie et l'innovation sont devenues des facteurs essentiels de promotion du développement économique et social. Dans une économie mondiale de plus en plus fondée sur la connaissance, les TIC, qui ont envahi quasiment tous les domaines de la vie, sont devenues un élément clef du progrès économique et social dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Dans le secteur agricole, une meilleure exploitation de la technologie actuelle et des solutions novatrices sont indispensables pour assurer une sécurité alimentaire qui fait particulièrement problème dans les pays les moins avancés.

Deuxièmement, en raison des facteurs susmentionnés, le moment est venu de relancer le débat sur le développement dans l'optique de la technologie et de l'innovation, ce qui vaut aussi pour la CNUCED elle-même. Pour assurer la réalisation des objectifs internationaux de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale doit absolument intensifier son assistance aux pays en développement, en particulier aux pays à faible revenu, pour les aider à élaborer des politiques efficaces dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. La Division de la technologie et de la logistique a un rôle fondamental à jouer à travers la Commission de la science et de la technique au service du développement et le mécanisme intergouvernemental de la CNUCED. Dans ce contexte, les synergies découlant du regroupement de la plupart des activités de la CNUCED qui traitent de la technologie au sein de la Division de la technologie et de la logistique il y a deux ans ont donné les moyens à la CNUCED de remplir son rôle de coordination au sein du système des Nations Unies pour les questions concernant la technologie au service du développement et de s'acquitter des mandats définis par les États membres à la douzième session de la Conférence en 2008 à Accra (Ghana).

Enfin, le partage des connaissances et le renforcement des capacités restent un élément fondamental des activités de la Division, qui continuera de renforcer l'impact de ses activités et d'élargir l'éventail de ses bénéficiaires, en étroite collaboration avec les autres divisions de la CNUCED, avec d'autres organisations internationales et pays bénéficiaires, et avec le soutien continu des partenaires de développement.

Renforcer les capacités pour la science, la technologie et les technologies de l'information et de la communication (TIC)

En 2009, la CNUCED a poursuivi ses travaux sur la science, la technologie et les technologies de l'information et de la communication, convaincue que le renforcement des capacités dans ces domaines constituait un préalable indispensable à une croissance économique à long terme, à un accroissement de la productivité, à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie des populations.

L'une des principales approches utilisées par la CNUCED dans ce domaine sont les examens de la politique (nationale) de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), processus interactif destiné à aider les institutions nationales s'occupant de la science et de la technologie à améliorer leur environnement général pour le développement de la technologie et de l'innovation. Grâce aux efforts conjoints de la Banque mondiale, de la CNUCED et de son propre Institut national pour la science, la technologie et la recherche, le Ghana est devenu l'un des plus récents bénéficiaires de cet outil d'assistance technique. Avant même la publication, et conformément aux conclusions initiales, de l'examen de sa politique de la STI, le Gouvernement ghanéen avait engagé une vaste concertation pour l'élaboration d'une nouvelle politique de la science, de la technologie et de l'innovation devant être lancée début 2010. L'année 2009 a également été marquée par le lancement d'une nouvelle série d'examens pour la République dominicaine, El Salvador et le Pérou, et l'achèvement des examens réalisés au Lesotho et en Mauritanie.

S'appuyant sur la politique nationale de la science et de la technologie du pays, l'examen de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation du Lesotho propose un mécanisme pour optimiser la communication et les synergies entre les secteurs public, privé et universitaire pour l'évaluation des besoins et des services disponibles, la recherche et l'acquisition de la technologie, et la gestion du capital humain et des ressources. Les trois éléments du mécanisme proposé sont le Conseil ministériel pour la STI, le Comité directeur pour la STI et le Centre pour la STI, ce dernier assurant des services tels que l'acquisition de la technologie et le développement des produits et faisant également office de centre d'échange d'informations. L'examen, qui a fait l'objet d'une table ronde à laquelle ont participé de multiples parties prenantes, est actuellement analysé par le Gouvernement du Lesotho.

Pour en savoir plus sur les examens de la politique, de la science, de la technologie et de l'innovation de la CNUCED: <http://www.unctad.org/stip>.

Renforcer les réseaux d'institutions scientifiques et technologiques

L'équipe du projet relatif au Réseau de centres d'excellence scientifique et technologique (CEST) a poursuivi ses efforts pour faciliter la communication entre scientifiques de pays en développement, ainsi que leur mobilité. Un atelier à l'intention de 15 experts de la cybersécurité de pays francophones africains a eu lieu à Tunis du 28 septembre au 9 octobre 2009, organisé en étroite collaboration avec l'Agence nationale tunisienne pour la sécurité informatique, seule équipe d'intervention informatique

d'urgence certifiée en Afrique. À la suite de cette réunion, et au moyen des outils disponibles sur la plate-forme en ligne du CEST, un groupe d'experts a été constitué et chargé d'élaborer un modèle de stratégie de sécurité à mettre en œuvre dans les différents pays.

Pour en savoir plus sur le Réseau de centres d'excellence: <http://www.unctad.org/noce>.

Rapport 2009 sur l'économie de l'information: tendances et perspectives en période de turbulence (disponible en anglais seulement)

Dans l'optique d'une analyse de la contribution des TIC au développement, le *Rapport 2009 sur l'économie de l'information* dresse fait le bilan des tendances récentes concernant l'évolution de la connectabilité dans le monde. Alors que les abonnements en téléphonie fixe sont en légère diminution, l'utilisation de la téléphonie mobile et d'Internet continue de s'étendre rapidement dans la plupart des pays et des régions. Dans le même temps, l'écart se creuse entre pays à haut revenu et pays à faible revenu pour ce qui est de la connectabilité en haut débit, la pénétration du haut débit étant en moyenne huit fois plus élevée dans les pays développés que dans les pays en développement. Sachant qu'une meilleure connectabilité en haut débit non seulement est essentielle pour l'administration en ligne, le commerce électronique et autres services liés aux TIC, mais peut aussi aider à promouvoir le développement économique et social et à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation et de santé, le Rapport 2009 étudie les diverses options qui s'offrent aux pays qui souhaitent améliorer ce type de connectabilité.

Le rapport passe également en revue l'évolution récente de l'utilisation des TIC par les entreprises. Il recommande aux gouvernements des pays en développement d'accorder davantage d'attention à l'adoption et à l'utilisation des TIC par les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont à cet égard moins avancées que les grandes entreprises. Le chapitre consacré à l'utilisation des TIC dans le secteur des entreprises présente par ailleurs les résultats d'une enquête mondiale réalisée en 2008 par la CNUCED auprès des agences statistiques nationales sur le secteur des TIC et l'utilisation des TIC par les entreprises. L'ensemble des données sera présenté dans une base de données de la CNUCED sur l'économie de l'information (Information Economy Database), qui devrait être disponible en ligne courant 2010.

Analysant l'impact de la crise financière sur le commerce des TIC, le rapport conclut que cette crise a eu des incidences relativement différentes: alors que les services liés aux TIC semblent avoir particulièrement bien résisté, les produits relèvent des catégories d'échanges commerciaux qui ont été le plus durement touchées par la récession.

Pour en savoir plus sur l'*Information Economy Report 2009*: http://www.unctad.org/en/docs/ier2009_en.pdf.

Aider les pays en développement à saisir les opportunités de développement créées par les TIC

La CNUCED a proposé des services d'assistance technique et des services consultatifs aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine pour les aider à mettre en place une législation encourageant la contribution au développement de l'utilisation des TIC. En 2009, un certain nombre d'activités ont ainsi été conduites au profit d'organisations régionales telles que la Communauté d'Afrique de l'Est et l'Association latino-américaine d'intégration, ainsi que de pays comme le Cambodge et la République démocratique populaire lao.

Pour élaborer et évaluer leurs politiques et leurs stratégies dans le secteur des TIC, les décideurs ont besoin de données et d'indicateurs fiables et comparables au niveau international. En 2009, la CNUCED a continué d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités dans ce domaine. En février 2009, elle a publié une version révisée du *Manual for the Production of Statistics on the Information Economy* à l'occasion de la quarantième session de la Commission de statistique de l'ONU. Ce manuel doit contribuer à un élargissement des activités du Partenariat sur la mesure de la contribution des TIC au développement en servant de guide pratique à tous les services statistiques nationaux recueillant et analysant des données sur l'utilisation des TIC par les entreprises, sur le secteur national des TIC et sur le commerce des produits de ce secteur.

Pour en savoir plus sur le Partenariat sur la mesure de la contribution des TIC au développement: measuring-ict.unctad.org.

Douzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement

En 2009, la CNUCED a continué de fournir des services organiques à la Commission de la science et de la technique au service du développement, organe subsidiaire du Conseil économique et social. La douzième session de la Commission a eu lieu à Genève (Suisse), du 25 au 29 mai 2009. En demandant à tous les acteurs compétents d'aider les pays en développement à réduire la fracture numérique, les participants ont instamment prié la Commission de jouer un rôle d'«éclaireur» en matière d'innovation et de planification de l'innovation, et de soutenir les efforts des gouvernements pour intégrer la science, la technologie et l'innovation dans les stratégies nationales de développement.

[PHOTO]

Participants à la douzième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, 25-29 mai 2009, Genève (Suisse).

Renforcer les capacités humaines et institutionnelles nationales et régionales pour le commerce et l'investissement

La CNUCED a poursuivi ses activités de mise en valeur des ressources humaines dans le cadre du programme TrainForTrade, qui vise à renforcer la compréhension des grandes questions de commerce et de développement par les responsables et autres parties prenantes dans les pays en développement, en particulier dans les PMA. Lancé en 1998, ce programme s'attache à combiner les compétences pédagogiques d'une équipe spécialisée et les compétences techniques de divers programmes de la CNUCED pour identifier les besoins en matière de formation des pays bénéficiaires.

En 2009, un total de 44 ateliers (en direct et à distance) a ainsi été organisé à l'intention de plus d'un million d'opérateurs commerciaux dans 39 pays en développement, portant sur des thèmes tels que le tourisme durable et la poursuite du programme de formation portuaire dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. À la suite de leur participation à un atelier TrainForTrade de formation de formateurs organisé à Conakry (Guinée) en août 2009, des formateurs locaux ont pu conduire avec succès une session de téléenseignement logistiquement complexe sur les accords internationaux d'investissement à l'intention d'une vingtaine de participants appartenant à diverses entités gouvernementales guinéennes.

Pour en savoir plus sur le programme TrainForTrade: <http://www.unctad.org/trainfortrade>.

Renforcer les capacités de recherche et d'enseignement sur le commerce et le développement

Continuant d'investir dans l'effet multiplicateur de conférenciers et chercheurs locaux, l'Institut virtuel de la CNUCED a célébré son cinquième anniversaire en 2009. Avec le World Trade Institute de l'Université de Berne (Suisse) et l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (Mexique), l'Institut virtuel compte désormais 30 membres nationaux. Les deux nouveaux membres possèdent des compétences considérables dans le domaine de l'économie et du développement et sont donc tout à fait en mesure de contribuer aux échanges universitaires dans le cadre de l'Institut virtuel.

En 2009, l'Institut virtuel a continué de réaliser des activités de formation au moyen de divers outils de téléenseignement reposant sur des présentations multimédias, des vidéos et des vidéoconférences, conçus en coopération avec ses partenaires.

Pour en savoir plus sur l'Institut virtuel: <http://vi.unctad.org>.

Relever les défis d'une économie mondialisée

Le cours de la CNUCED sur les grands problèmes économiques internationaux propose une vue d'ensemble de l'interdépendance de facteurs économiques tels que le commerce international, le financement, l'investissement et la technologie, de l'influence positive de ces facteurs sur le développement économique et social des pays, et de la façon dont des politiques appropriées dans ces domaines peuvent aider à tirer profit d'une économie mondialisée. En 2009, trois cours régionaux ont été organisés – au Caire (Égypte), à Medellin (Colombie) et à Jakarta (Indonésie) – d'une durée de trois semaines pour un total de 66 participants venus de 46 pays. Par ailleurs, une série de six cours de brève durée a eu lieu à Genève (Suisse) à l'intention des responsables et représentants en poste à Genève, sur les problèmes économiques internationaux les plus récents.

[PHOTO]

Participants au cours régional de trois semaines sur les grands problèmes économiques internationaux organisé à Jakarta (Indonésie), du 2 au 20 novembre 2009.

Pour en savoir plus sur le cours sur les grands problèmes économiques internationaux: <http://p166.unctad.org>.

Étude sur les transports maritimes 2009

Publiée chaque année depuis 1968, l'*Étude sur les transports maritimes* de la CNUCED rend compte de l'évolution du commerce mondial de marchandises et des activités de transport maritime dans le monde. Elle propose une analyse concise des grandes questions dans ce domaine, notamment sous l'angle des pays en développement, et donne accès à des données extrêmement spécialisées qui ne sont généralement pas disponibles gratuitement.

Les thèmes abordés dans l'*Étude 2009* sont les suivants: a) commerce maritime international; b) évolution de la flotte mondiale, y compris l'immatriculation et la propriété des navires; c) ports et débit de marchandises; et d) évolution réglementaire et juridique dans le domaine des transports et du commerce. Outre des données statistiques pour 2008 et

2009, l'*Étude* propose un chapitre régional spécial consacré à l'évolution de l'économie et des transports maritimes en Afrique. En dépit de la crise financière mondiale, on observe que la région a continué de bénéficier d'une forte croissance en 2008 (5,1 %).

L'*Étude 2009* montre également que, dans la logique du ralentissement de l'économie mondiale et d'une baisse du commerce, la croissance du commerce maritime international s'est ralentie en 2008 – 3,6 %, contre 4,5 % en 2007. De plus, le Baltic Dry Index, qui est un indice composite des prix de transport maritime de divers vracs secs, a enregistré un niveau record en mai 2008, suivi d'une baisse de 90 % à la fin de l'année sous l'effet de la crise économique mondiale. L'*Étude 2009* note également que la diminution des volumes commerciaux se produit en même temps que la flotte marchande mondiale s'accroît, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

Pour en savoir plus sur l'*Étude sur les transports maritimes 2009*: http://www.unctad.org/en/docs/rmt2009_en.pdf.

Transports maritimes et changements climatiques

Avec la conclusion de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto et la tenue en décembre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, l'année 2009 a été marquée par la recherche d'approches novatrices de la lutte contre les incidences des changements climatiques. Sachant que les transports maritimes devraient être directement et indirectement influencés par divers facteurs liés à ces changements, la CNUCED a convoqué une réunion d'experts pluriannuelle sur les transports et la facilitation du commerce, plus spécialement axée sur les transports maritimes et les changements climatiques, du 16 au 18 février 2009 à Genève, à laquelle ont participé 180 experts de 60 pays et 20 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des représentants des industries maritimes et portuaires. Les débats ont mis en lumière les défis posés par l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, ainsi que les dangers que faisaient peser les changements climatiques sur les infrastructures portuaires; ces débats ont nourri les discussions à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Copenhague.

Pour en savoir davantage sur les travaux de cette réunion: http://www.unctad.org/en/docs/dtltlb20091_en.pdf.

Accroître l'efficacité de la gestion des douanes

Le programme SYDONIA (Système douanier automatisé) reste le plus grand projet de coopération technique de la CNUCED, touchant plus de 90 pays, dont 37 PMA. En 2009, le plus récent logiciel SYDONIA, exploité sur plate-forme Internet, était déjà utilisé par 10 autorités douanières (en Albanie, au Cambodge, en Côte d'Ivoire, en Géorgie, en Haïti, en Jordanie, au Liban, dans le territoire palestinien occupé, en République de Moldova et en République arabe syrienne), tandis que l'installation de SYDONIA WORLD se poursuivait à Gibraltar, en République islamique d'Iran, au Libéria, en Jamahiriya arabe libyenne, aux Maldives, à Sao Tomé-et-Principe, à Sri Lanka, en Tunisie, dans la République bolivarienne du Venezuela et au Zimbabwe.

[PHOTO]

Présentation de SYDONIA WORLD à l'atelier de formation sur l'administration en ligne, Tirana (Albanie), 22 avril 2009.

D'après le Vice-Ministre albanais des finances, M. Florion Mima, le nombre d'étapes, de documents et d'intervenants dans le processus de dédouanement en Albanie a été sensiblement réduit après la mise en œuvre de SYDONIA. Dans une entrevue avec un quotidien local lors du lancement de SYDONIA à Sri Lanka, le Directeur général des douanes, M. Sarath Jayathilake, s'est déclaré optimiste quant aux avantages escomptés du système SYDONIA pour son pays.

Pour en savoir plus sur le programme SYDONIA: <http://www.asycuda.org>.

Contribuer à l'éradication de l'extrême pauvreté

[PHOTO]

M^{me} Jo Elizabeth Butler

Message de l'administratrice chargée de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux:

La Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux s'emploie à promouvoir le développement économique et la réduction de la pauvreté en Afrique, dans les pays les moins avancés (PMA) et dans d'autres groupes de pays se trouvant dans des situations spéciales, à savoir les pays en développement sans littoral (PEDSL), les petits États insulaires en développement (PEID) et les autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables (PPESFV). Ses modes d'action sont les suivants: fournir des conseils fiables sur les moyens d'améliorer les conditions de vie dans plus de 80 pays particulièrement défavorisés; amener la communauté internationale à un consensus pour jeter les fondements d'un développement accéléré dans les pays les plus pauvres; fournir une assistance technique pour faciliter une intégration positive des pays les plus faibles dans le système commercial international en renforçant leurs capacités institutionnelles et productives; et proposer des politiques novatrices de développement, sur la base d'approches constructives et pragmatiques d'une croissance soutenue et d'une réduction de la pauvreté dans les pays les plus faibles.

En 2009, la Division a publié le *Rapport sur les pays les moins avancés* (sous-titré «L'État et la gouvernance du développement») et le *Rapport sur le développement économique en Afrique* (sous-titré «Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique»), qui l'un et l'autre soulignent l'importance d'adopter de nouvelles approches du développement au lendemain de la crise financière mondiale. Elle a également aidé à l'élaboration de la stratégie pour le développement du commerce du Mali, et deux autres PMA ont déclaré souhaiter bénéficier de son assistance pour l'établissement d'une stratégie analogue. En 2009, plusieurs monographies nationales sur le potentiel à l'exportation et la compétitivité dans le secteur horticole ont été réalisées, concernant l'Éthiopie, le Mali, l'Ouganda et le Sénégal.

L'une des principales activités en 2010 sera la préparation de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit se tenir en Turquie en 2011. Cela passera par des contributions à la Réunion d'examen régional pour l'Afrique (Addis-Abeba), aux consultations interinstitutions sur la quatrième Conférence, aux examens annuels des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles qui seront réalisés par le Conseil économique et social, l'Assemblée générale et le Conseil du commerce et du développement, ainsi que par d'importantes contributions de fond dans le *Rapport 2010 sur les PMA* concernant des mesures internationales d'appui dans le contexte de la crise économique mondiale, sans oublier l'évaluation finale par l'Assemblée générale du Programme d'action de Bruxelles.

Alors que se prépare à l'ONU l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour les petits États insulaires en développement, prévu en 2010, la CNUCED continue de travailler à élargir les possibilités d'appliquer à ces pays vulnérables

un traitement plus spécifique, en particulier compte tenu des catastrophes qui les frappent régulièrement.

Rapport 2009 sur les pays les moins avancés: L'État et la gouvernance du développement

Le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* propose une vaste analyse socioéconomique des pays les pauvres du monde, en avançant que les incidences de la crise économique mondiale seront probablement si graves dans les PMA qu'il ne sera plus possible de «faire comme avant». L'ampleur de la crise fait que le changement est à la fois nécessaire et possible. Il n'en reste pas moins que de nouvelles approches sont nécessaires pour que le développement après la crise soit plus résilient et plus équitable. Dans ce contexte, le *Rapport 2009* recommande un modèle économique mixte ainsi que diverses réformes du secteur public pour instituer une gouvernance du développement au lendemain de la crise. Il indique en outre les politiques macroéconomiques et les politiques de développement agricole et industriel qui doivent être celles des PMA.

En particulier, le *Rapport 2009* propose trois grandes orientations pour que les PMA puissent sortir de la crise en plus forte position:

- Premièrement, il apparaît encore plus justifié de recentrer l'attention sur le développement des capacités productives. Cela signifie en particulier que les politiques devraient viser à stimuler l'investissement productif, à renforcer les capacités technologiques et à resserrer les liens dans et entre les secteurs et entre les différentes catégories d'entreprises. Le renforcement des capacités productives devrait aussi conduire à fabriquer des produits plus élaborés et plus diversifiés;
- Deuxièmement, il faut ériger un nouvel État développementiste. Toutefois, il s'agit non pas de revenir à une planification du développement à l'ancienne, mais de trouver de nouvelles formes de gouvernance du développement adaptées au XXI^e siècle. Cette gouvernance du développement s'appuierait sur une collaboration stratégique entre l'État et le secteur privé qui encouragerait la transformation structurelle des PMA – passant d'une économie agraire à une économie postagraire;
- Troisièmement, il est nécessaire d'apporter un soutien multilatéral effectif aux PMA. Il s'agit moins d'améliorer et d'accroître l'aide que de concevoir des règles régissant les relations économiques internationales dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement et de la technologie selon des modalités propices au développement des PMA.

Il apparaît ainsi que des mesures aussi bien nationales qu'internationales sont nécessaires. Toutefois, le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés* laisse de côté la question d'un appui multilatéral effectif et se concentre sur la deuxième orientation indiquée plus haut, à savoir les politiques et les institutions nationales nécessaires pour promouvoir le développement, et la possibilité d'ériger un État développementiste adapté aux défis et aux besoins des PMA au XXI^e siècle. Cela permettra aussi d'appliquer la première orientation proposée.

The Independent, 17 juillet 2009: «L'argument essentiel de la CNUCED est que c'est là l'occasion de repenser le processus de développement des pays les plus pauvres. On pourra d'autant plus relancer le moteur du développement de ces pays que cet argument sera largement accepté.»

Pour en savoir plus sur le *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés*: http://www.unctad.org/en/docs/ldc2009_en.pdf.

Le saviez-vous?

Les rapports sur les pays les moins avancés de la CNUCED ont toujours apporté une contribution utile à l'élaboration des stratégies de développement. Un examen de la deuxième génération de documents de stratégie de réduction de la pauvreté établis par les décideurs dans les PMA révèle une réorientation des priorités vers le renforcement des capacités productives et le soutien des secteurs productifs et des infrastructures économiques – stratégies qui figurent parmi les principales recommandations de précédents rapports sur les pays les moins avancés. Dans le même ordre d'idées, le Président Bingu wa Mutharika, du Malawi, a déclaré que le *Rapport 2007 sur les pays les moins avancés* «servirait de document de référence pour l'élaboration, l'application et le suivi des programmes de croissance et de développement du Malawi».

Rapport 2009 sur le développement économique en Afrique: Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique

Le *Rapport 2009 sur le développement économique en Afrique* traite des moyens de renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique. Il complète les analyses institutionnelles existantes de l'intégration régionale en Afrique par une analyse des tendances récentes du commerce des biens et services, des migrations et de l'investissement entre pays africains, et évalue les possibilités d'accroître ces flux de façon à soutenir le développement économique.

Le rapport constate que, conçue et appliquée dans le cadre d'une plus large stratégie de développement, l'intégration régionale pourrait aider non seulement à renforcer les capacités productives des pays africains, mais aussi à réaliser des économies d'échelle, améliorer la compétitivité et conduire à une participation effective de l'Afrique à l'économie mondiale.

«Les rapports sur le développement économique en Afrique publiés par la CNUCED ont apporté d'appréciables contributions au débat sur le développement de l'Afrique et, en tant que source importante de nouvelles idées sur la question, ont retenu l'attention des chercheurs et des responsables en Afrique et ailleurs. Ce nouveau rapport [2009] est à la hauteur de la réputation des précédents et propose une analyse rigoureuse conduisant à d'importantes conclusions de principe.»

M. Ademola Oyejide, professeur d'économie et Directeur du Programme de formation et de recherche sur la politique commerciale à l'Université d'Ibadan (Nigéria).

Pour en savoir plus sur le *Rapport 2009 sur le développement économique en Afrique*: http://www.unctad.org/en/docs/aldcafrica2009_en.pdf.

Forger un consensus sur de nouvelles stratégies de développement

Le secteur agricole en Afrique a été négligé pendant des années, et il est impératif d'engager rapidement des mesures bien coordonnées et assurées du financement nécessaire, ont déclaré les participants à une réunion sur la sécurité alimentaire en Afrique et les enseignements de la récente crise mondiale qui a eu lieu le 30 juin 2009 à Genève. L'intervenant principal dans le débat était M. Akinwumi Adesina, Vice-Président du Programme sur les politiques et les partenariats de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.

Il a été noté que quelque 300 millions d'Africains souffraient actuellement de la faim et que le continent, exportateur net de denrées alimentaires dans les années 80, était devenu importateur net ces dernières années. La sécurité alimentaire continuait donc d'être un problème extrêmement préoccupant, d'autant plus que le secteur agricole serait probablement soumis à des pressions croissantes en raison de facteurs tels que la dynamique démographique, les changements climatiques et la dégradation des sols, outre une stagnation persistante de la productivité agricole. Les participants ont toutefois noté que des progrès étaient observables, d'importants efforts étant faits pour améliorer l'accès aux intrants et aux marchés, en particulier grâce à l'amélioration d'infrastructures telles que ports et routes, routes de desserte au niveau local, installations de stockage après récolte et installations de transformation. Ils ont également souligné l'importance d'un commerce agricole plus équitable, en particulier pour l'Afrique.

[PHOTO]

De gauche à droite: M. John Gyetuah, Vice-Ministre ghanéen du commerce et de l'industrie; M. Dian Triansyah Djani, Président du Conseil du commerce et du développement; M. Chris MacFarquhar, Secrétaire du Conseil du commerce et du développement; M. Akinwumi Adesina, Vice-Président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique; M. Marcel Mazoyer, professeur à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (France); M. David Nabarro, Sous-Secrétaire général et Coordonnateur de l'Équipe spéciale sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (ONU).

La déclaration d'Ezulwini

Les pays en développement sans littoral (PEDSL) figurent parmi les pays les plus défavorisés. En tant que groupe, ils sont confrontés à de graves problèmes de croissance et de développement en raison d'une multiplicité de facteurs – médiocrité des infrastructures matérielles, faiblesse des capacités institutionnelles et productives, exigüité des marchés intérieurs, forte vulnérabilité aux chocs extérieurs, éloignement des marchés mondiaux. Par exemple, quatre PEDSL d'Asie centrale sont éloignés d'au moins 3 500 kilomètres du plus proche port maritime, et pour sept autres pays de ce groupe, la distance est supérieure à 1 500 kilomètres.

Dans le contexte de la crise économique, la troisième Réunion des ministres du commerce des pays en développement sans littoral, sur le thème: «Renforcer la compétitivité commerciale en période de crise économique mondiale – contraintes auxquelles sont confrontés les pays en développement sans littoral», s'est tenue les 21 et 22 octobre 2009 à Ezulwini (Swaziland). Les ministres du commerce et de hauts fonctionnaires gouvernementaux de ces pays ont fait le bilan de ce qui avait été accompli depuis la réunion ministérielle de 2007 à Oulan-Bator (Mongolie) et ont examiné les politiques et les mesures qui permettraient le mieux de surmonter les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement sans littoral dans leurs efforts pour tirer davantage profit du commerce international. La CNUCED a fourni un appui technique aux PEDSL pour l'adoption de la Déclaration d'Ezulwini, qui met en lumière les préoccupations de ces pays, fournit des orientations claires pour leurs activités à court terme et appelle les partenaires de développement à continuer de fournir une assistance.

[PHOTO]

Participants à la troisième Réunion des ministres du commerce des pays en développement sans littoral, 21 et 22 octobre 2009, Ezulwini (Swaziland).

Répondre aux besoins des PMA en matière de développement du commerce

Le Cadre intégré a été lancé en 1997 à la suite de la première Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour. Visant à remédier à la capacité limitée des PMA d'appliquer les Accords de l'OMC et d'en tirer profit, il a été conçu pour apporter une réponse intégrée et coordonnée aux problèmes de renforcement des capacités et de stimulation de l'offre de ces pays. Depuis son lancement, il a été plusieurs fois amélioré et adapté à l'évolution des besoins des bénéficiaires. En 2000-2001, le Cadre intégré a été réformé pour englober les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) et mettre l'accent sur l'intégration du commerce dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté. En 2007, il est devenu le Cadre intégré renforcé, permettant de disposer de ressources financières accrues et prévisibles, de renforcer la capacité nationale d'appropriation et d'application des mesures arrêtées, et d'améliorer la gouvernance.

Dans le contexte du Cadre intégré renforcé, la CNUCED aide les PMA à s'intégrer dans l'économie mondiale, notamment en encourageant l'intégration du commerce dans leurs plans de développement. À cet égard, un certain nombre de pays, dont le Mali et l'Ouganda, ont élaboré ou sont sur le point d'élaborer un cadre de politique commerciale s'appuyant sur une étude diagnostique sur l'intégration du commerce, qui facilitera la formation d'un consensus national sur l'intégration du commerce dans les plans nationaux de développement et les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, une assistance dans le domaine des règles d'origine a été fournie à la République démocratique populaire lao, la Sierra Leone a travaillé avec la CNUCED et le Centre du commerce international à l'élaboration d'un projet visant à améliorer ses capacités pour l'élaboration de la politique commerciale et l'information commerciale, et le Cap-Vert a bénéficié: a) de conseils pour la formation d'un consensus, au titre du Cadre intégré renforcé, sur des mesures de transition progressive pour les pays admis à sortir de la liste des PMA; et b) de nouvelles contributions à son projet de développer une industrie de services juridiques extraterritoriaux, dans le cadre des efforts pour atteindre l'objectif national de transformation économique du pays.

Pour en savoir plus sur le Cadre intégré et le Cadre intégré renforcé: <http://www.integratedframework.org>.

Faciliter la sortie de la liste des PMA

La CNUCED a développé une capacité unique d'aider les pays à sortir de la liste des PMA, que cette aide soit nécessaire avant, pendant ou après le retrait de la liste. D'après les critères de l'ONU pour admettre un pays au retrait de la liste des PMA, un retrait immédiat sera recommandé si les seuils imposés pour au moins deux des trois critères – faible revenu, faiblesse des ressources humaines et forte vulnérabilité économique – sont atteints pendant deux examens triennaux consécutifs.

Les Gouvernements de Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ont bénéficié de conseils et de contributions avant, pendant et immédiatement après l'examen par le Comité de la politique de développement, en mars 2009, de la liste des PMA dans le contexte d'une préqualification de ces pays au retrait de la liste des PMA. Par ailleurs, une «feuille de route» pour une «stratégie de transition en douceur» en anticipation du retrait du pays de la liste des PMA en janvier 2011 a été fournie au Gouvernement maldivien et à ses partenaires.

Enfin, la CNUCED a fourni des conseils au Gouvernement samoan sur son retrait potentiel de la liste des PMA, qui avait été escompté pour décembre 2010. Toutefois, un tremblement de terre de magnitude 8 a frappé cette île du Pacifique en septembre 2009, provoquant la mort d'au moins 22 personnes, et la CNUCED a immédiatement réorienté son assistance pour répondre à la demande de Samoa de bénéficier d'une extension de la période de transition.

Annexe A

Appui au renforcement des capacités en 2009

En 2009, la CNUCED a exécuté quelque 255 projets dans plus de 80 pays, représentant des dépenses annuelles de près de 38,8 millions de dollars, soit une hausse de 1,3 % par rapport à 2008. Il s'agissait de projets interrégionaux, régionaux et nationaux. Les PMA ont représenté 41 % de ces dépenses.

Le processus de regroupement et de rationalisation des fonds d'affectation spéciale de la CNUCED pour l'exécution de projets s'est poursuivi, en consultation avec les grands donateurs, autour des 17 groupes thématiques correspondant aux principaux domaines d'activité de la CNUCED.

Contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique de la CNUCED (États membres, dons publics et financement d'organismes des Nations Unies), 2009

(En milliers de dollars)

Royaume-Uni ^a	3 247
Norvège	3 151
Jamahiriya arabe libyenne ^b	1 990
Suède	1 634
Allemagne	1 240
Finlande	1 007
Belize ^b	755
Luxembourg	750
États-Unis d'Amérique	668
Espagne	665
Libéria ^b	600
Argentine	492
Autres pays développés	1 296
Commission européenne	2 596
Pays en développement et pays en transition ^c	6 130
Financement provenant d'autres organisations internationales	2 856
Contributions d'autres sources	781
Total	29 858

^a Royaume-Uni (dont le Gouvernement de Gibraltar, pour SYDONIA – 668 740 dollars).

^b Autofinancement pour SYDONIA.

^c Cela représente essentiellement le financement d'activités de coopération technique de la CNUCED dans leur propre pays, y compris des activités financées par d'autres sources d'aide au développement.

Dépenses de coopération technique, par type de projet, 2009

(En pourcentage des dépenses totales de projet)

Projets nationaux 42 %

Projets interrégionaux 45 %

Projets régionaux 13 %

Dépenses de coopération technique, par région, 2009

(En pourcentage des dépenses totales de projet)

Asie et Pacifique 21 %

Amérique latine et Caraïbes 14 %

Europe 2 %

Projets interrégionaux 45 %

Afrique 19 %

Pour en savoir plus sur les activités de coopération technique de la CNUCED:
<http://www.unctad.org/TC>.

Annexe B

Répartition géographique de quelques programmes de coopération technique de la CNUCED exécutés en 2009

Systeme de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE)

Systeme douanier automatisé (SYDONIA)

Examens de la politique d'investissement (EPI)

Institut virtuel
